



Le texte sur les violences faites aux femmes va être adopté au sénat

Un échec pour les partis islamistes

Adopté en mars dernier à l'APN, le projet de loi amendement et complétant le code pénal portant sur de nouvelles mesures de protection de la femme contre toutes formes de violence, "bloqué", jusque là au Conseil de la nation sera finalement voté.

Page 3

Profusion d'initiatives, escarmouches et confusion générale

La classe politique dans tous ses états

La scène politique nationale navigue dans tous les sens depuis la rentrée en l'absence de visibilité. L'on assiste en effet à une multitude d'initiatives, chacune contradictoire avec l'autre, des développements effrénés, déclarations fracassantes et des péripéties frisant parfois le ridicule.

Page 3



260 milliards de dollars pour Détroit

La fausse info qui fait le buzz

Page 4

Affiliation à la CNAS

Le gouvernement veut séduire les commerçants informels



Page 2

Entre le défi de la qualité et la réduction des coûts

Finis le gré à gré dans le bâtiment et travaux publics

Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Ouali, vient d'annoncer la fin de la passation des marchés de gré à gré dans son secteur ainsi que le recours aux appels d'offres internationaux pour l'attribution des projets et à l'octroi de marchés publics.

Page 2



Libye

Que sont devenus les enfants Kadhafi ?

sort, ce qui est le cas de Saadi Kadhafi. Retour sur les heurs et malheurs du clan Kadhafi.

Elevée dans l'opulence des pétrodollars, la fratrie Kadhafi a souvent défrayé la chronique lorsque leur père, le «Guide» de la Jamahiriya «libyenne, arabe et populaire», régnait en maître incontesté à Tripoli. Ils s'appelaient Mohamed, Saïf al-Islam, Saadi, Moutassim, Hannibal, Saïf Al-Arab, Khamis et Milad. Aïcha était la seule fille du Raïs, apparemment la prunelle des yeux d'un père aussi aimant qu'extravagant.

Pour être juste, les enfants Kadhafi avaient pour la plupart fait de bonnes études, voire même des études poussées, qui à la London School of Economics (Saïf al-Islam), qui à l'univer-

sité Paris-Dauphine (Aïcha) ou dans une école d'ingénierie en Allemagne (Saïf Al-Arab). Ils n'ont pas tous défrayé la chronique, non plus. En réalité, outre un trio de frères agités et flambeurs (Saadi, Moutassim et Hannibal), les autres menaient des vies discrètes, à l'abri du regard des curieux et des paparazzis.

Mais en l'été 2011, lorsque le régime s'est écroulé, débouchant le 20 octobre sur la mort atroce de son fondateur dans les mains des miliciens en colère, la foudre de l'Histoire avec un grand «H» n'a pas épargné les existences des enfants. Ils ont été dispersés dans les quatre coins du Moyen-Orient et de l'Afrique, quand ils n'avaient pas déjà été capturés ou tués.

Page 6



Prison, tribunal, exil, fosse commune. La vie n'a pas été particulièrement clémente avec les dix enfants Kadhafi (huit enfants biologiques et deux enfants adoptifs), depuis la mort par lynchage de leur père en septembre 2011 par une foule en délire. Trois d'entre eux ont été tués, alors que d'autres sont en cavale.

D'autres encore pourrissent dans les prisons de Tripoli en attendant que la justice libyenne puisse se prononcer sur leur



Affiliation à la CNAS

Le gouvernement veut séduire les commerçants informels

Afin de réabsorber toute la masse monétaire qui échappe aux circuits formels, et qui semble susciter aujourd'hui l'intérêt du gouvernement, ce dernier multiplie les opérations séductions destinées à capter ces ressources longtemps ignorées.



Par Louiza Ait Ramdane

Les tentatives de réabsorber toute la masse monétaire qui échappe au contrôle du gouvernement continue. Ce dernier, semble déterminé à attirer les personnes activant dans le secteur informel par tous les moyens.

Après l'appel à la " bancarisation " des fonds de l'économie informelle, c'est au tour de la CNAS de trouver de nouvelles ressources, en tentant de séduire les marchands de l'informel.

Ces commerçants irréguliers, qui s'affilieront volontairement à la CNAS, seront prioritaires pour les dispositifs de l'emploi dès l'année prochaine.

Selon le directeur général de la sécurité sociale au minis-

trère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Djaouad Bourkaib, les personnes activant dans le secteur informel qui s'affilient volontairement à la CNAS conformément aux dispositions de la loi de finances complémentaire (LFC 2015), seront prioritaires pour les dispositifs de l'emploi dès l'année 2016.

Pour cela, une connexion du dispositif d'affiliation volontaire des travailleurs informel à la CNAS avec les dispositifs de l'emploi sera mise en oeuvre dès 2016, afin de permettre aux travailleurs de l'informel qui s'affilient volontairement à la sécurité sociale en vertu des dispositions de l'article 60 de la LFC 2015, de bénéficier prioritairement des dispositifs de soutien à l'emploi. Il s'agit de bénéficier des

placements et des dispositifs de création de micro-entreprises dans le cadre de la Caisse nationale d'assurances chômage (CNAC) et de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ).

Cette mesure permettra à ces personnes activant dans l'informel de bénéficier avant la fin de leur période transitoire de 3 ans de cet avantage.

Pour s'affilier à la sécurité sociale, "il suffit pour ces travailleurs de se rapprocher de l'agence de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) de leur wilaya pour remplir un formulaire et verser une cotisation mensuelle, fixée à 12% du salaire national minimum garanti (SNMG), soit l'équivalent à 2.160 dinars par mois pour une phase transitoire d'une durée maximale de

trois ans", a-t-il rappelé.

La LFC 2015 contient des mesures destinées aux travailleurs du secteur informel pour les inciter à s'affilier "volontairement" à la sécurité sociale.

Le nombre de travailleurs en informel auto-déclarés à la CNAS durant la période août-octobre 2015 atteint 854 personnes, selon le même responsable.

M. Bourkaib a ajouté que le dispositif d'affiliation volontaire des travailleurs bénéficiera d'un important programme de médiatisation en collaboration avec le ministère des Transports au niveau de tous les sites portuaires, aéroportuaires, gares ferroviaires et routières, qui constituent les points de convergence de la population. **L. A. R.**

Déclaration à la CNAS

Les employeurs ont jusqu'au 31 mars 2016

Les employeurs en infraction, qui n'ont pas déclaré leurs travailleurs, ne seront pas sanctionnés s'ils "se présentent volontairement" pour les déclarer à la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) d'ici au 31 mars 2016, a-t-on appris dimanche auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

"La CNAS sera instruite à l'effet de ne pas engager d'action en justice envers les employeurs qui n'ont pas déclaré leurs travailleurs et qui se présentent volontairement pour régulariser leur situation d'ici au 31 mars 2016", a indiqué à l'APS le directeur général de la sécurité sociale au ministère, Djaouad Bourkaib. Le même responsable a rappelé que les nouvelles dispositions de la loi de finances complémentaire (LFC 2015) relatives au durcissement des sanctions pénales envers les employeurs ne déclarant pas leurs travailleurs, sont entrées en vigueur le 22 septembre 2015.

Pendant, M. Bourkaib a expliqué que ces employeurs en infraction qui n'ont pas régularisé leur situation, peuvent encore le faire s'ils "se présentent volontairement" à la CNAS.

Le cas échéant, ces employeurs bénéficieront des dispositions de l'article 57 de la LFC 2015 portant exonération des majorations et pénalités de retard, a-t-il précisé. Quant aux employeurs qui ne déclarent pas leurs travailleurs et qui ne se présentent pas volontairement pour la régularisation de leur situation avant cette échéance (31 mars 2016), la CNAS se verra dans l'obligation d'engager une action en justice à l'encontre de ces contrevenants dont le contrôle aura révélé l'infraction. Ces employeurs encourrent une amende de 100.000 DA à 200.000 DA par travailleur non déclaré et une peine d'emprisonnement de 2 à 6 mois ou l'une des deux peines, en plus des actions de recouvrement forcé des cotisations prévues par la loi, majoration et pénalités de retard. En cas de récidive, l'amende sera de 200.000 DA à 500.000 DA par travailleur non déclaré et une peine d'emprisonnement de 2 à 24 mois.

Par ailleurs, le bilan de la mise en oeuvre des dispositions de l'article 59 de la LFC 2015 relatif à l'affiliation des travailleurs salariés fait état de 1.180 employeurs du secteur privé qui ont déclaré 2.474 travailleurs, a révélé M. Bourkaib.

Le montant global des cotisations réglées suite à ces déclarations, est évalué à ce jour à 67 millions DA.

R. N.

Entre le défi de la qualité et la réduction des coûts

Fini le gré à gré dans le bâtiment et travaux publics

Par Nacera Bechar

Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Ouali, vient d'annoncer la fin de la passation des marchés de gré à gré dans son secteur ainsi que le recours aux appels d'offres internationaux pour l'attribution des projets et à l'octroi de marchés publics. Une annonce qui intervient dans une conjoncture économique difficile marquée par la poursuite de la chute des prix de pétrole et le recul des réserves de change.

Ouali qui s'exprimait en marge de sa réunion avec les responsables et les cadres de l'Agence nationale des autoroutes (ANA) et des responsables de l'Algérienne de gestion des autoroutes (AGA), a précisé que " tous les projets du secteur des travaux publics seront soumis à l'avenir à des appels d'offres nationaux ouverts aux seules entreprises nationales afin d'encourager l'invest-

tissement local en Algérie ".

Selon les explications du ministre, le renoncement à l'attribution des marchés publics par la procédure du " gré à gré " au profit des appels d'offres nationaux vise à encourager les entreprises nationales les plus qualifiées et proposant leurs services à moindre coût. Toutefois, il a indiqué que le recours aux appels d'offres internationaux " sera exceptionnellement pour les projets qui exigent une maîtrise et des moyens qui ne sont pas disponibles localement ".

D'autre part, malgré la conjoncture économique difficile, les projets programmés dans le secteur des travaux publics ne sont pas annulés selon le ministre. L'annonce du ministre vient en application à l'instruction adressée récemment par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, aux membres du gouvernement et aux walis pour privilégier la production nationale lors de l'attri-

bution des marchés publics au titre des dispositions prises pour consolider les équilibres financiers du pays. Sellal avait indiqué que le recours aux biens et services d'origine algérienne s'avère une option stratégique et un choix déterminant pour le développement de l'économie nationale. Il avait aussi demandé d'accorder la priorité à la production de biens et de services d'origine algérienne quand il s'agit de la réalisation de travaux et d'études, prestations de services et acquisition de fournitures hors de ceux destinés au fonctionnement des services administratifs, dans le cadre des procédures d'appels d'offres nationaux et internationaux ou de " gré à gré ".

Dans le nouveau code des marchés publics, entré en vigueur mardi 12 octobre, le gré à gré est élargi au privé. l'article 49 qui énumère six cas où le recours à la procédure de passation de gré à gré

est autorisée parmi lesquels figure " l'urgence impérieuse motivée par un péril menaçant un investissement, un bien du service contractant ou l'ordre public, ou un danger imminent que court un bien ou un investissement déjà matérialisé sur le terrain, un approvisionnement urgent destiné à sauvegarder les besoins essentiels de la population, un projet prioritaire et d'importance nationale qui revêt un caractère d'urgence, de promouvoir la production et/ou l'outil national de production ". L'article 50 du même code précise aussi que le recours au gré à gré est autorisé pour " les marchés de travaux relevant directement des institutions publiques de souveraineté de l'État " et pour " les opérations réalisées dans le cadre de la stratégie de coopération du Gouvernement ou d'accords bilatéraux de financement concessionnels, de conversion de dettes en projets de développement ou de

dons, lorsque lesdits accords de financement le prévoient ". Pour ce qui est de la préférence nationale, le code octroie une marge de préférence nationale comme le stipule l'article 83 " de 25 % aux produits d'origine algérienne et/ou aux entreprises de droit algérien, dont le capital est détenu majoritairement par des nationaux résidents, pour tous les types de marchés ". Aussi, les entreprises étrangères qui soumissionnent seules pour des contrats publics algériens sont dans l'obligation, " sauf impossibilité dûment justifiée, de sous-traiter au minimum de 30 % du montant initial du marché à des entreprises de droit algérien ". Cependant, il faut savoir que la question de la qualité reste de taille, car il ne suffit pas de réduire les coûts, sachant que sur le terrain, quelques réalisations souffrent de mauvaises réalisations et demandent à chaque fois de nouvelles dépenses. **N.B.**

Profusion d'initiatives, escarmouches et confusion générale

La classe politique dans tous ses états

La scène politique nationale navigue dans tous les sens depuis la rentrée en l'absence de visibilité. L'on assiste en effet à une multitude d'initiatives, chacune contradictoire avec l'autre, des développements effrénés, déclarations fracassantes et des péripéties frisant parfois le ridicule.



Par M. Ait Chabane

A ce titre, la rivalité entre le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN) et la patronne du Parti des travailleurs (PT) a atteint son paroxysme ces derniers jours. La polémique a atteint des proportions déplorables, frisant la bassesse à coup de propos désolants faits d'injures, de misogynie et de simagrée. L'échange d'amabilités entre Amar Saâdani et Louiza Hanoune renseigne, outre l'immaturité politique de certains dirigeants dénués de toute éthique, sur un malaise profond que celui que vit la classe politique nationale.

Le dernier épisode en date qui a défrayé la chronique, où les députés de l'opposition se sont illustrés en menant un mouvement de protestation inédit à l'Assemblée populaire nationale (APN), en guise de rejet du projet de loi de finances 2016 a davantage accentué l'animosité entre les formations politiques pro et anti-gouvernement. Bien entendu, ce n'était qu'un coup d'épée dans l'eau, le projet de loi ayant été adopté à la majorité dans une assemblée parlementaire largement dominée par les partis proches du gouvernement. L'autre opposition, celle qui ne siège pas intégralement à l'Assemblée, où l'on trouve notamment Talaïa



El-Houriyet de Ali Benflis, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Jil Jadid de Sofiane Djillali et quelques formations islamistes mène son bal en préparant une seconde conférence au sommet prévue en février de l'année prochaine. Ces mêmes partis islamistes qui prônent les valeurs progressistes et démocratiques au sein de la Coordination des libertés et de la transition démocratique (CLTD) s'opposent paradoxalement à l'émancipation de la femme algérienne, en bloquant incidemment le projet de loi relatif à la criminalisation des violences faites aux femmes au Conseil de la Nation. Par ailleurs, une tout autre opposition a vu le jour

récemment, celle qu'on appelle désormais le groupe des "19-4" qui a totalement chamboulé la scène nationale et accentué la confusion qui y règne, en faisant une sortie médiatique qui a fait couler beaucoup d'encre. Cette profusion d'initiatives, conjuguée avec la coalition escomptée par le patron du vieux parti qui ne trouve pas d'échos sur la scène et le fameux consensus du Front des forces socialistes (FFS) donne l'impression que la classe politique nationale navigue à vue en l'absence de perspectives et de réel projet de société. A l'ombre de ses sombres perspectives, l'année 2016 sera indécise car la situation ira certainement se pourfendant au vu des indicateurs pessimistes induits par la crise économique, la politique d'austérité et l'augmentation généralisée des prix qui ne feront qu'exacerber une situation déjà assez tendue. Les rivalités partisans seront de plus en plus rudes en cette année 2016 charnière à une pige seulement des élections législatives qui s'annoncent d'ores et déjà houleuses.

M.A.C.

La qualifiant de précédent grave

Le parti Ennahda critique la loi de finances 2016

Par Rachid Chihab

Le parti Ennahda a tiré la sonnette d'alarme, hier, dans un communiqué sanctionnant les travaux de son bureau national. Pour ce parti de couleur politique islamiste, le pays traverse la période la plus délicate de son histoire. En commentant l'actualité politique nationale, la formation politique de Mohamed Douibi a qualifié de précédant doublement grave les dispositifs de la loi de finances pour l'année 2016. Grave, d'abord parce que le gouvernement a prévu des augmentations des prix de l'énergie et compte ouvrir le capital des entreprises nationales aux investisseurs locaux. Une mesure "déguisée", selon le parti pour brader les entreprises nationales stratégiques. "Le bureau politique du parti dénonce avec force la manœuvre du gouvernement qui a permis de faire passer un projet de loi contraire aux intérêts du pays", peut-on lire dans le document. Il ajoute : "Cette loi représente un danger et une menace pour la souveraineté nationale et l'avenir du pays". En outre, le parti s'indigne et se dit révolté par la manière avec laquelle ont été réintroduits certains points de cette loi portant supprimés par la commission des finances au sein de l'Assemblée populaire nationale. La réintroduction de ces articles s'est faite en dehors de la loi, affirme le parti. Sur le plan économique, le mouvement Ennahda estime que le pouvoir a failli à sa mission, ce qui met le pays en danger. Pour faire face à cette situation dangereuse, selon la même source, un appel a été lancé aux partis politiques, les associations, les syndicats et l'élite pour agir afin de sauver le pays. La faillite du pouvoir vient s'ajouter à la situation très tendue qui prévaut dans la région notamment avec les troubles au Mali en Libye. Notons que pratiquement tous les partis de l'opposition ont publié des communiqués pour se démarquer de la loi de finances pour l'année 2016, et lancer un appel pour que la classe politique agisse pour trouver des issues à la crise qui secoue le pays.

R.C.

Le texte sur les violences faites aux femmes va être adopté au sénat

Un échec pour les partis islamistes

Par Sofiane Ait Mohamed

A adopté en mars dernier à l'APN, le projet de loi amendement et complétant le code pénal portant sur de nouvelles mesures de protection de la femme contre toutes formes de violence, "bloqué", jusque là au Conseil de la nation sera finalement voté. Le projet de loi amendement et complétant le code pénal portant sur de nouvelles mesures de protection de la femme contre toutes formes de violence est en effet programmé pour débat lors de l'actuelle session d'automne du parlement. L'affirmation est de la ministre de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, Mounia Meslem qui a confirmé samedi que le texte a été soumis au conseil de la Nation "Ce projet de loi voté par l'Assemblée populaire nationale (APN) en mars dernier sera débattu et voté au conseil de la Nation lors de l'actuelle session d'automne", a déclaré la ministre en marge d'une rencontre consacrée à l'examen du guide "Pour une meilleure réinsertion socioprofessionnelle de la femme". Pour la ministre, ce projet constitue un "nouveau jalon" pour protéger la femme de toutes les formes de violence et maintenir

la cohésion au sein de la famille. Parmi les mesures stipulées par le projet de loi figurent la création de plusieurs articles sur la protection de la femme contre toutes formes de violence, d'agression, de violence verbale ou physique ou de mauvais traitement. Beaucoup d'encre a coulé en effet à propos du texte et plusieurs associations sont montées au créneau pour dénoncer "un blocage" qui ne dit pas son nom, au niveau du conseil de la nation. Le texte adopté à l'APN, a en effet soulevé l'ire des partis islamistes qui considèrent que les dispositions du projet de loi porterait atteinte à la société algérienne. Ils affirmaient même que s'il venait à être adopté au sénat, il consacrerait "la dislocation de la famille algérienne." des jugements "hâtifs", selon les associations et les autres partis qui défendent les droits des femmes lesquels bien qu'ils trouvent quelques lacunes au texte, l'ont applaudi. Ainsi donc, après plusieurs mois, le projet de loi est programmé au niveau de la chambre haute du parlement. Selon le programme de cette chambre, pas moins de 5 textes sont à débattre durant les prochains jours parmi lesquels, le projet de loi amendement le code pénal. Et lorsqu'on sait que selon la loi orga-

nique n° 99-02 du 20 Doul El Kaada 1419 correspondant au 08 mars 1999 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée Populaire Nationale et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement, les membres du conseil de la nation ne peuvent porter aucun amendement, il est aisé de comprendre que le texte va être adopté et ce sera ainsi la défaite du conservatisme. Et même si, selon les termes de la même loi régissant le fonctionnement des deux chambres, des observations sont portées au texte, "les recommandations représentant l'avis du Conseil de la Nation sur la (ou les) disposition (s) objet de désaccord, sont soumises à la commission paritaire par la commission compétente". Et si l'on ajoute la disposition de l'article 94 de la même loi qui stipule que "les conclusions de la commission paritaire ne peuvent porter que sur les dispositions qui, votées par l'Assemblée populaire nationale, n'auraient pas recueilli trois quarts (3/4) des voix des membres du Conseil de la Nation", il est quasiment certain que le texte va passer comme une lettre à la poste.

S.A.M.



260 milliards de dollars pour Détroit

La fausse info qui fait le buzz

L'information, que l'on doit à la BBC, a fait le tour des réseaux sociaux, relayées par des commentaires de mécontentement. Le gouvernement algérien projeterait d'investir pas moins de 260 milliards de dollars dans l'industrie mécanique américaine, dans sa capitale, la ville de Détroit.



ments étrangers. M. Bouchouareb a mis aussi en avant le travail du comité national dédié à l'amélioration du climat des affaires qui bénéficie de l'assistance technique de la Banque mondiale est très avancé dans la mise en œuvre de son plan d'action à l'horizon 2019. Ce qui est en revanche incompréhensible, c'est le manque de réaction du ministère de l'Industrie qui aurait dû réagir pour mettre fin à l'intox. Non pas parce que les autorités doivent s'occuper de toutes les rumeurs, mais parce que cette fausse information qui a fait le buzz est malicieusement instrumentalisée pour fausser le débat sur le projet de loi de finances 2016 et, plus grave, la propagande en question présente le gouvernement sous le faux jour d'un Exécutif qui appauvrit son peuple et engraisse les pays étrangers ! On constate surtout qu'il n'y a pas de mobilisation des institutions pour convaincre des réformes structurelles que le projet de loi de finances 2016 est censé introduire, de même que la batterie de mesures décidées pour aboutir à un autre modèle économique.

N. B.

Par Nabil Benali

Cette information, sortie à l'occasion du "road show" de la forte délégation algérienne conduite par le ministre de l'Industrie Abdesselam Bouchareb, est dut à un journaliste de la BBC, dont la vidéo de l'intervention a été relayée par les internautes algériens sur Youtube et sur Facebook. Sur fond d'appréhensions par rapport aux mesures d'austérité prises dans le cadre de la loi de Finances 2016, cette "information" ne pouvait que provoquer des commentaires de mécontentements et de critiques sévères de la part des internautes. Sauf qu'il ne s'agissait pas d'une information, mais d'une intox. En effet, si sur la vidéo on peut entendre le journaliste de la BBC dire que l'Algérie projette un investissement de 260 milliards de dollars à 2019, cela ne peut être que le fruit d'une incompréhension de l'exposé fait par la délégation

algérienne, voire d'un problème de traduction. Comment le prendre autrement, sachant pertinemment que, d'abord, le pays ne dispose pas d'un pareil montant et que le bas de laine transformé en bons de Trésor américain ne dépasse pas les réserves de change, qui elles, plafonnent à milliards de dollars et représentent pas seulement une modeste somme par rapport aux besoins de l'industrie d'un pays comme les Etats-Unis, mais aussi le marge de sécurité de l'Etat algérien parce qu'elles constituent son gage de solvabilité et la couverture potentielle de 2 ans d'importations. L'autre raison pour laquelle cette information ne saurait avoir le moindre fondement, c'est que l'Algérie n'a jamais fait d'investissement public à l'étranger. Des compagnies nationales ont pu le faire, aujourd'hui le privé algérien est autorisé à le faire, mais l'Etat algérien n'y pense même pas. Et s'il devait commencer à le faire, ce ne serait

surement pas avec ce montant extraordinaire, ni dans le cadre législatif actuel qui ne le permet pas, ni avec les instruments institutionnels inexistant, puisque cela nécessiterait au moins de créer un fonds souverain pour y procéder. Tous ces éléments suffisent amplement à détruire la rumeur qui a circulé sur le net et, plus encore, le fait que le gouvernement a déjà dit qu'il allait effectivement investir 260 milliards de dollars d'ici à 2019... en Algérie ! Il suffit d'une petite recherche sur Google pour le confirmer. Tout au long de l'été, alors qu'il préparait le terrain pour cette loi de Finances 2016, le gouvernement Sella a multiplié les promesses autour du maintien de l'investissement public à un haut niveau afin de "faire de l'Algérie une économie productive et diversifiée". C'est en août, si l'on se réfère à un Conseil des ministres tenu le 26 du même mois, qu'a été annoncé un programme quinquennal d'investisse-

ment d'une valeur de 21 000 milliards de dinars (260 milliards de dollars) et le président Bouteflika avait chargé le gouvernement de "finaliser le projet d'investissements publics de 2015 à 2019 (...) pour le présenter au Conseil des ministres avant la fin de l'année". Il va de soi que, lors du "road show" de la délégation algérienne, c'est ce qui a été mis en avant pour présenter l'Algérie comme un marché dynamique et attractif et attire les investisseurs américains. Cela, notamment dans le secteur automobile puisque Abdesselam Bouchouareb a déclaré qu'il "anormal d'importer 600.000 voitures par an pour un marché comme celui de l'Algérie", alors que tout sera fait pour encourager les investissements directs étrangers utiles. Outre par ce plan quinquennal, en tant que facteur attractif, les responsables américains ont loué le rôle de l'Algérie comme pays "générateur de stabilité" en mesure d'attirer des investisse-

Ooredoo, Sponsor Exclusif du 5^e Salon National de l'Innovation

Fidèle à son statut d'entreprise fortement impliquée dans les rendez-vous phares des TIC, Ooredoo est le Sponsor Exclusif de la 5^{ème} édition du Salon National de l'Innovation qui se tient du 05 au 07 décembre 2015, au Palais des Expositions des Pins Maritimes à Alger.

Organisé sous le Haut patronage du Ministère de l'Industrie et des Mines, avec la participation de l'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI), ce 5^{ème} salon de l'innovation regroupe près d'une quarantaine d'inventeurs exposants et plus d'une vingtaine de PME innovantes. A l'occasion de ce salon, le Prix de la Meilleure Invention et le Prix National de l'innovation des PME seront décernés par un comité composé de représentants du Ministère de l'Industrie, de l'INAPI et de chercheurs, aux projets d'invention déposés auprès de l'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI) durant la période entre 2014 et novembre 2015. Acteur technologique incontournable, Ooredoo continue toujours de marquer sa présence dans les principaux carrefours d'échanges dédiés aux nouvelles technologies, dans une approche de valorisation de l'innovation et du développement économique notamment du secteur des TIC en Algérie.

Communiqué

Conseil de la nation

La Loi de finances complémentaire 2015 adoptée

Le Conseil de la nation a adopté, dimanche, le projet de Loi de finances complémentaire 2015 (LFC 2015), lors d'une séance plénière présidée par Abdelkader Bensalah, président de cette institution parlementaire, en présence du ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa.

Sur le plan macro-économique, la LFC maintient le prix référentiel du baril du pétrole pour le calcul du budget à 37 dollars, tandis que le taux de change est fixé à 98 dinars pour un dollar.

La LFC prévoit un niveau d'inflation de 4% (contre 3% dans la Loi de finances initiale 2015) et un taux de croissance économique de 3,8% (contre 3,4% initialement prévu). Hors hydrocarbures, ce taux est estimé à 5,1% (contre 4,25% prévu).

Concernant le budget de l'Etat, le texte table sur des dépenses

budgetaires de 7.588 mds DA (contre 7.692 mds DA dans la LF initiale 2015) alors que les recettes augmentent à 4.953 mds DA, soit une hausse de 242,4 mds DA par rapport à la LF initiale.

Quant aux recettes des exportations d'hydrocarbures attendues, elles sont estimées à 34 milliards de dollars en 2015 (contre 68 milliards de dollars en 2014), tandis que les importations devront s'établir à 57,3 milliards de dollars (contre 65,44 milliards de dollars dans la LF initiale 2015 et 60 milliards de dollars en 2014).

Les principales dispositions contenues dans cette loi portent essentiellement sur la révision des taux de certains impôts, la rationalisation des dépenses publiques pour réduire le déficit budgétaire, et l'assainissement de l'économie informelle à travers le paiement d'une taxe forfaitaire par les déten-

teurs de capitaux informels pour transférer cet argent vers les banques. Dans ce cadre, la LFC a introduit une taxe forfaitaire de 7% contre la mise en conformité fiscale volontaire, des personnes physiques non impliquées dans des opérations de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, qui pourront ainsi transférer leurs capitaux du circuit informel vers ceux des banques.

La LFC 2015 prévoit aussi des incitations pour la régularisation des employeurs et des artisans en défaut vis-à-vis de la sécurité sociale. Dans le volet fiscal, l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS), unifié par la loi de finances initiale 2015 à un taux de 23% pour toutes les activités, a été revu pour osciller dans une fourchette allant entre 19% et 26% en fonction de la nature de l'activité. Le taux de l'IBS est, alors, fixé, respectivement, à 19%

pour les entreprises de production, à 23% pour les activités de BTPH et de tourisme, et à 26% pour les autres activités notamment celles d'importation et de revente en l'état. La Taxe sur l'activité professionnelle (TAP) a également été réduite pour passer de 2% à 1% pour les activités de production de biens, et à 1,5% pour les activités de BTPH. Pour les autres activités, la TAP est maintenue à 2%, tandis que celle de transport par canalisation d'hydrocarbures sera portée à 3%. Dans cette même logique d'encouragement de la production nationale, la LFC 2015 apporte également des réductions ou des exonérations de droits de douanes sur les intrants de certains produits sidérurgiques, les profilés d'aluminium et les corps gras végétaux pour encourager la production locale, a tenu à rappeler le ministre.

R. E.

LIBYE ▶▶

Crise en Libye

Annnonce probable d'un gouvernement d'union nationale

Les parties rivales libyennes pourraient probablement signer dans un mois un accord pour la formation d'un gouvernement d'union nationale, a déclaré l'émissaire des Nations-unies, Martin Kobler.



Les factions rivales libyennes pourraient signer, dans les semaines à venir, un accord pour la formation d'un gouvernement d'union nationale, dont l'entrée en fonction s'effectuera hors Tripoli, en attendant de régler la question sécuritaire dans la capitale", a affirmé M. Kobler, samedi.

"La crise en Libye fait l'unanimité au sein de la communauté internationale", a souligné l'émissaire à l'issue d'une rencontre qui l'a réuni avec le président du Conseil de représentants (Parlement libyen reconnu par la communauté internationale et basé à Toubrok), Akila Saleh Kouider.

C'est dans ce contexte que se tiendra les prochains jours la réunion internationale sur le conflit libyen à Rome, a

annoncé M. Kobler.

"La division du pays (Libye) n'arrange aucune partie surtout avec l'avancée de l'organisation autoproclamée (Etat islamique) (EI/Daech)", a-t-il souligné, rappelant que la lutte anti-Daech menée actuellement par la communauté internationale en Syrie a "poussé ce groupe terroriste à s'implanter en Libye".

L'émissaire onusien a en outre invité les représentations diplomatiques étrangères ainsi que la mission des Nations-unies à retourner en Libye pour accompagner ce pays dans ses efforts pour surmonter la crise sécuritaire, politique et institutionnelle à laquelle il fait.

Le président du Conseil général national (CGN), Ibrahim Fethi Amiche, et le président du parlement à Toubrok, Awadh Mohamed Abdesadek, ainsi que les

membres de ces institutions ont signé dimanche après midi dans la Banlieue Nord de Tunis une déclaration de principe pour un accord national pour résoudre la crise libyenne, a indiqué l'agence de presse tunisienne TAP.

Il s'agit de la première réunion entre les deux parties sans médiateur étranger.

Cet accord comporte trois principes de base dont le plus important, la formation d'une commission de 10 députés qui aura pour mission de nommer le chef du gouvernement de consensus national et de deux députés, l'un du parlement et l'autre du CGN.

Quelques jours plus tôt, 92 membres de la Conseil des représentants libyens (qui siège à Tobrouk et reconnue par la communauté internationale), ont annoncé leur soutien à un gouvernement d'union nationale en

Libye. Cette déclaration de soutien a été saluée par l'ONU ainsi que par plusieurs pays dont l'Algérie y voyant la seule voie à même de rétablir la stabilité et de préserver l'unité de la Libye.

Au terme de près d'une année de négociations, l'ex-émissaire de l'ONU pour la Libye, Bernardino Leon, était parvenu début octobre à arracher un accord sur un gouvernement d'union nationale, mais il a été ensuite rejeté par les deux parlements rivaux.

La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute de l'ancien régime de Maammar El-Gheddafi en 2011 et deux autorités politiques se disputent le pouvoir depuis l'an dernier, l'une basée à Tripoli et l'autre, la seule reconnue internationalement, basée à Toubrok dans l'Est.

R. I.

L'OTAN prête à assister un futur gouvernement libyen

L'OTAN prête à assister un futur gouvernement libyen

L'OTAN est disposée à assister un gouvernement d'unité nationale en Libye si celui-ci en faisait la demande, a indiqué le secrétaire général de l'organisation, Jens Stoltenberg.

"En Libye, nous nous tenons prêts à assister un gouvernement national s'il nous en fait la demande", explique M. Stoltenberg dans une interview au quotidien Repubblica publiée dimanche, alors qu'une conférence internationale est prévue le 13 décembre à Rome pour donner une impulsion à un accord sur un gouvernement national.

Cependant, a précisé le secrétaire général de l'Alliance atlantique, "nous ne discutons pas d'une nouvelle grande opération militaire en Libye, et d'ailleurs, je ne suis pas prêt à la recommander. Mais, si un gouvernement d'unité nationale se formait, nous sommes prêts à l'aider en lui fournissant de l'assistance", a-t-il poursuivi.

Le président du Conseil italien, Matteo Renzi, s'est montré, quant à lui, hostile à toute intervention militaire en Libye, en répondant à une question sur l'absence de réaction militaire de l'Italie, face au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), dans une interview publiée dimanche par le quotidien Corriere della Sera.

Faisant allusion à l'opération de l'OTAN en 2011 pour renverser le régime de Maammar el Gueddafi, M. Renzi ajoute: "Si être protagoniste signifie en rajouter sur les bombardements des autres, je dis: non merci! Nous avons déjà donné."

"L'Italie a utilisé cette stratégie en Libye en 2011. Nous avons cédé à contre-cœur à la position de Sarkozy. Quatre ans de guerre civile en Libye démontrent que cela n'a pas été un choix judicieux. Et qu'il y a besoin aujourd'hui d'une autre stratégie", a-t-il conclu.

R. N.

Large des côtes libyennes L'OTAN prête à assister un futur gouvernement libyen

Plus de 4.600 immigrés secourus en trois jours

Plus de 4.600 immigrés ont été secourus au large des côtes libyennes entre jeudi et samedi, a annoncé dimanche le centre opérationnel des garde-côtes italiens à Rome. Selon le centre, neuf opérations coordonnées ont permis, dans la seule journée de samedi, de recueillir 1.123 immigrés à la dérive à bord de sept canots pneumatiques et de deux barques.

Plusieurs navires des garde-côtes et de la marine italienne et le bâtiment militaire allemand Berlin, engagé dans le dispositif "Eunavfor Med", ont pris part à ces secours, a-t-on précisé.

Samedi, dans le port sicilien de Catane, un navire militaire italien a débarqué 301 migrants. 800 autres étaient attendus dimanche dans le port de Reggio de Calabre.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a estimé fin novembre que près de 860.000 personnes étaient arrivées en Europe cette année, ajoutant que plus de 3.500 migrants sont morts en tentant de traverser la Méditerranée.

R. B.

Parlement libyen reconnu et le CGN

Signature d'un accord de principe pour résoudre la crise

Le parlement libyen reconnu par la communauté internationale basé à Toubrok et le Conseil général national (CGN) libyens ont signé samedi à Tunis un accord de principe pour résoudre la crise libyenne, ont rapporté les médias.

Il s'agit de la première réunion entre les deux parties sans médiateur étranger, selon les médias.

Cet accord comporte trois principes de base dont le plus important, la formation d'une commission de 10 députés qui aura pour mission de nommer le chef du gouvernement de consensus national et de deux députés, l'un du parlement et l'autre

du CGN, a rapporté dimanche le site de la radio tunisienne shemsfm. Cet accord de réconciliation sera signé dans l'après-midi dans la capitale tunisienne, selon la même source.

Quelques jours plus tôt, 92 membres du parlement libyen qui siège à Tobrouk et reconnu par la communauté internationale, ont annoncé leur soutien à un gouvernement d'union nationale en Libye.

Cette déclaration de soutien a été saluée par l'ONU ainsi que par plusieurs pays dont l'Algérie y voyant la seule voie à même de rétablir la stabilité et de préserver l'unité de la Libye. Au terme de

près d'une année de négociations, l'ex-émissaire de l'ONU pour la Libye, Bernardino Leon, était parvenu début octobre à arracher un accord sur un gouvernement d'union nationale, mais il a été ensuite rejeté par les deux parlements rivaux.

La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute de l'ancien régime de Maammar El-Gheddafi en 2011 et deux autorités politiques se disputent le pouvoir depuis l'an dernier, l'une basée à Tripoli et l'autre, la seule reconnue internationalement, basée à Tobrouk dans l'Est.

R. I.

LIBYE ▶▶

Libye

Que sont devenus les enfants Kadhafi ?

Prison, tribunal, exil, fosse commune. La vie n'a pas été particulièrement clémente avec les dix enfants Kadhafi (huit enfants biologiques et deux enfants adoptifs), depuis la mort par lynchage de leur père en septembre 2011 par une foule en délire. Trois d'entre eux ont été tués, alors que d'autres sont en cavale. D'autres encore pourrissent dans les prisons de Tripoli en attendant que la justice libyenne puisse se prononcer sur leur sort, ce qui est le cas de Saadi Kadhafi. Retour sur les heurs et malheurs du clan Kadhafi.



à la tête des combats du clan, avant de prendre la fuite à travers le désert. Capturé en novembre 2011 par une brigade hostile aux autorités de Tripoli, Saïf a été jugé en 2014 par un tribunal libyen pour des atrocités perpétrées contre des civils et condamné à mort.

Empêché par ses geôliers de se présenter à son procès, l'accusé avait dû témoigner par vidéoconférence. La sentence du tribunal peut être exécutée à n'importe quel instant, sauf si la CPI qui a émis un mandat d'arrêt contre ce " fils préféré " du dictateur libyen parvient à persuader les autorités libyennes de le transférer à la Haye.

De Tripoli à Oman, en passant par l'Algérie

Outre les représentants de la communauté internationale, au moins une autre personne suit de près l'évolution des dossiers judiciaires de Saadi et Saïf, les deux fils les plus en vue de l'ancien maître de la défunte Jamahiriya. Il s'agit de leur mère Safia Farkash, l'infirmière d'origine croate que Mouammar Kadhafi avait épousée en secondes noces, au début des années 1970. Celle-ci vit aujourd'hui dans le sultanat d'Oman où une partie de la famille et des affidés du dictateur déchu de Tripoli ont trouvé refuge après la guerre civile de 2011, après un détour par l'Algérie.

C'est le président algérien Abdelaziz Bouteflika en personne qui s'était occupé à l'époque de l'accueil de la famille du " Guide " libyen. Il aurait donné l'assurance à ce dernier qu'il s'occuperait de siens en cas de malheur. Il avait tenu parole en recevant dans son pays, dès septembre 2011, notamment Safia et trois de ses enfants - Aïcha la seule fille du couple, Hannibal et Mohammed le très discret aîné de la fratrie né du premier mariage du Raïs - et leurs familles. Toute la famille a ensuite obtenu l'asile politique dans le sultanat d'Oman. C'est d'Oman que les proches et en particulier la matriarche Safia suivent les malheurs des deux fils Kadhafi qui croupissent dans les prisons libyennes. Celle-ci a payé un lourd tribut à la guerre civile. Trois de ses fils y ont trouvé la mort. Son troisième fils Mouatassim, colonel de l'armée libyenne, est mort aux combats aux côtés de son père lors du blocus de Syrte, le 20 octobre 2011. Son frère Saïf Al-Arab a péri dans les bombardements de l'Otan en avril 2011. Enfin, Khamis, le benjamin, a été tué en défendant la dernière base militaire pro-kadhafiste de la capitale libyenne, en août de la même année. Dans ces conditions, il est difficile pour la maman de rester insensible, surtout après avoir visionné les vidéos sorties cet été montrant son fils Saadi se faire torturer et tabasser par ses gardiens.

Safia craint le pire, d'autant que la milice Fajr Libya (Aube de la Libye) qui tient Saadi, n'est autre que celle qui avait battu à mort son autre fils Mouatassim, lors du conflit de 2011. Elle a qualifié les tortures perpétrées contre son fils de " crime contre toutes les notions d'humanité ".

RFI

Elevée dans l'opulence des pétrodollars, la fratrie Kadhafi a souvent défrayé la chronique lorsque leur père, le " Guide " de la Jamahiriya " libyenne, arabe et populaire ", régnait en maître incontesté à Tripoli. Ils s'appelaient Mohamed, Saïf al-Islam, Saadi, Mouatassim, Hannibal, Saïf Al-Arab, Khamis et Milad. Aïcha était la seule fille du Raïs, apparemment la prunelle des yeux d'un père aussi aimant qu'extravagant.

Pour être juste, les enfants Kadhafi avaient pour la plupart fait de bonnes études, voire même des études poussées, qui à la London School of Economics (Saïf al-Islam), qui à l'université Paris-Dauphine (Aïcha) ou dans une école d'ingénierie en Allemagne (Saïf Al-Arab). Ils n'ont pas tous défrayé la chronique, non plus. En réalité, outre un trio de frères agités et flambeurs (Saadi, Mouatassim et Hannibal), les autres menaient des vies discrètes, à l'abri du regard des curieux et des paparazzis. Mais en l'été 2011, lorsque le régime s'est écroulé, débouchant le 20 octobre sur la mort atroce de son fondateur dans les mains des miliciens en colère, la foudre de l'Histoire avec un grand " H " n'a pas épargné les existences des enfants. Ils ont été dispersés dans les quatre coins du Moyen-Orient et de l'Afrique, quand ils n'avaient pas déjà été capturés ou tués.

De la prison au prétoire

Saadi, dont le procès va avoir lieu à Tripoli après moult ajournements et retards, est " l'enfant terrible " de la fratrie Kadhafi. Footballeur raté, playboy international, ancien membre de la jet-set, l'homme, 41 ans, aujourd'hui tête rasée, jouit d'une réputation sulfureuse dans la presse occidentale, relayée par les sites d'opposition libyens.

Passionné de foot, Saadi est le troisième fils de l'ex-Guide libyen. Il se fait connaître au début des années 2000 lorsque, après avoir longtemps joué dans des clubs libyens, il débarque en Italie pour se faire un nom en tant que footballeur de niveau international. Fort des pétrodollars libyens qu'il se dit prêt à investir dans la business du foot, il signe avec des clubs prestigieux (Pérouse, Udinese, la Sampdoria de Gênes), mais faute de talent suffisant sa carrière sportive ne décolle jamais vraiment. En fait, son renom médiatique, le Kadhafi junior le doit moins à ses performances sur les terrains de sport, qu'à ses frasques à la sortie des boîtes de nuit ou au volant de sa Lamborghini Diablo jaune coûtant plus de 300 000 euros.

Rappelé en 2007 au pays par son père sans doute pour limiter les dégâts, Saadi se distingue au cours des dernières années du régime Kadhafi en lançant des projets touristiques hasardeux,

avant de se reconvertir dans l'armée dirigeant une unité d'élite. Mobilisé dès le début de l'insurrection contre la Jamahiriya en été 2011, il participe à la répression des rebelles, avant de prendre la fuite vers le Niger en septembre lorsque les bastions kadhafistes tombent les uns après les autres. Les autorités nigériennes lui accordent l'asile politique pour des " raisons humanitaires ", mais sous la pression internationale doivent changer d'avis et se résigner à l'extraire en mars 2014 vers son pays. Il semblerait que ce sont les preuves fournies par les services de renseignement libyen des activités subversives que menaient ce réfugié pas comme les autres contre le régime de transition à Tripoli qui auraient décidé Niamey à le livrer à son pays.

Depuis, placé en détention provisoire dans la prison Al-Habda à Tripoli, Saadi répond aux enquêteurs qui l'interrogent sur les crimes dont on l'accuse : son implication dans la répression meurtrière de la révolte de 2011 et le meurtre en 2005 d'un ancien entraîneur d'Al-Ittihad, club de football de Tripoli, qui s'était moqué de ses maladrotes footballistiques. Des accusations que l'intéressé réfute en bloc, mais pourra-t-il longtemps tenir sa ligne de défense ? En août, une vidéo avait fuité sur les réseaux sociaux montrant Saadi Kadhafi

subissant des menaces et des tortures aux mains de ses geôliers. La vidéo avait ému la communauté internationale qui s'inquiète de voir le procès de Saadi dérapé et se transformer en une " parodie de justice ".

Parodie de justice

La presse parle aussi de " parodie de justice " en évoquant le procès d'un autre fils du " Guide ", Saïf al-Islam, le " dauphin " présomptif. Ce docteur en philosophie, architecte-urbaniste de formation, était considéré comme la main droite de son père. Bien connu des négociateurs occidentaux, ce parfait anglophone savait gommer les aspérités du régime qui constituaient des obstacles majeurs à la normalisation des relations entre la Libye et les Etats-Unis et l'Europe. C'est notamment son talent de négociateur qui avait permis de débloquer avec la France le dossier de la libération des infirmières bulgares en 2007 et celui de l'indemnisation des familles des victimes de l'attentat de Lockerbie (Ecosse) contre un DC-10 de la compagnie française UTA abattu au-dessus du Ténéris en 1988.

Or les Libyens se souviennent de Saïf, dont le nom signifie " la glaive de l'islam ", haranguant à la télévision nationale pendant la guerre civile et menaçant de noyer les ennemis du régime sous des " rivières de sang ". A la mort de son père, l'intéressé avait pris la relève

Politique de rationalisation des dépenses

Le Plan national anti-cancer non concerné

Le Plan anti-cancer pour le quinquennal 2015-2019, élaboré par le Pr. Messaoud Zitouni, n'est pas concerné par la politique de rationalisation des dépenses adoptée par le Gouvernement suite au recul des cours du pétrole, a affirmé samedi à Blida, le Pr. Jean Paul Grangaud.



Rassurant les malades et représentants d'associations activant dans le domaine, l'assistant du Pr. Zitouni, qui intervenait dans un point de presse animé en marge d'une rencontre de sensibilisation sur le cancer de la prostate et de la vessie organisée par l'association El Fedjr d'aide aux malades atteints du cancer, a soutenu que le "Plan anti-cancer élaboré par le Pr. Zitouni sur demande du Président de la République, n'est pas concerné par la politique de rationalisation des dépenses et que son application sera poursuivie sur le terrain à travers la réalisation d'hôpitaux et de centres spécialisés dans le traitement de tous les types de cancer à l'échelle nationale". Le Conseil ministériel qui a adopté ce plan a affirmé que "son application sera poursuivie", a-t-il ajouté,

voyant en cette affirmation "un indice de non incidence de la politique d'austérité sur ce plan". Pour le Pr. Grangaud, il s'agira seulement d'engager des mesures pour réduire le "phénomène de gaspillage" dans le secteur de la santé, notamment concernant la distribution des médicaments, dont la durée de validité arrive à terme sans avoir été distribués aux malades.

S'exprimant sur l'évaluation de ce plan, lancé et mis en œuvre début 2015, le même responsable a souligné que ledit plan est "évalué trimestriellement, et qu'il en est actuellement à sa 4ème phase d'évaluation, et sera réévalué après une année de mise en œuvre".

Relevant une hausse dans les cas d'atteinte par le cancer (tous types confondus), le Pr. Grangaud a, néanmoins, signalé l'inexistence, en

Algérie, d'un fichier national listant le nombre des malades cancéreux.

"L'Algérie compte 14 wilayas disposant de ce type de fichiers, et seuls quelques wilayas parmi elles disposent de chiffres (relatifs au nombre des malades du cancer), concernant des wilayas voisines", à l'exemple de Sétif, considérée comme leader en la matière, a-t-il dit, en plus de quatre autres wilayas.

Dans le volet sensibilisation et information sur cette maladie, le Pr. Grangaud a fait part du parachèvement de la réalisation d'un dictionnaire sur le cancer, en cours de distribution au profit des citoyens, outre l'élaboration d'un guide sur les établissements hospitaliers et autres structures médicales spécialisées dans le cancer, à l'échelle de chaque wilaya.

Les médecins participant à

cette journée de sensibilisation ont souligné l'importance du dépistage précoce du cancer de la prostate et de la vessie après la cinquantaine.

"Chez les hommes de plus de 50 ans, le cancer de la prostate et de la vessie vient en deuxième position en Algérie après le cancer des poumons", a relevé, pour sa part, la spécialiste en oncologie, Dr. Hasnaoui, du CAC de Blida, assurant qu'il "est possible d'en guérir parfaitement s'il est traité à son premier stade".

Pour le président de l'association El Fedjr, Dr. Lhadj Mekarchi, la réalisation de nouveaux hôpitaux, tel que préconisé par le Plan anti-cancer est "susceptible de mettre un frein aux souffrances des malades", soulignant que les "chiffres sur la maladie déclarés ça et là ne reflètent aucunement la réalité du terrain".

Ghani I.

Médecin généraliste Le développement professionnel continu pour réduire les dépenses

Le programme de "développement professionnel continu des médecins généralistes" mis au point par la Société algérienne de médecine générale (SAMG) permettra de réduire les dépenses de santé, a affirmé samedi à Constantine le président de la SAMG, le Dr Redouane Hadjidj.

Ce programme permettra au Gouvernement de réduire les dépenses de santé publique "à travers un diagnostic précoce des maladies chroniques qui sera établi par le médecin de famille", a précisé le Dr Hadjidj dans une déclaration à l'APS en marge du 4ème congrès de médecine générale organisé sur deux journées à la maison de la culture Malek-Haddad. Il a souligné "l'impact économique du programme national du développement professionnel continu des médecins généralistes (ou médecins de famille) dans la mesure où il permettra aux praticiens d'établir très tôt les diagnostics et les bilans des personnes atteintes de maladies chroniques". Les médecins généralistes sont "forts d'une formation de base efficiente, mais qui demeure inadéquate pour suivre le malade en extrahospitalier", a encore souligné le Dr Hadjidj, mettant l'accent sur "l'importance du développement professionnel continu des médecins généralistes appelés plus que jamais à assurer une prise en charge efficace des malades en dehors des structures hospitalières afin de réduire la pression sur les hôpitaux".

Le développement professionnel continu des médecins généralistes constitue aujourd'hui une "nécessité" pour améliorer la société des médecins de famille, "une spécialité ancienne dans le monde arabe et nouvelle dans la région du Maghreb", a considéré le président de la SAMG, insistant sur "l'importance de l'implication de l'université dans la réussite de cette démarche". Le 4ème congrès de médecine générale placé sous le slogan "le développement professionnel continu dans le monde arabe", est marqué par la participation de sept (7) pays arabes dont la Tunisie, le Maroc, la Jordanie, le Liban et Dubaï, en plus de plusieurs spécialistes venus des quatre coins du pays, a-t-on souligné.

La cérémonie d'ouverture du congrès national de deux jours avait été marquée, jeudi en fin de journée, par la présence du représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, Bah Keita, qui a présenté une communication sur les ressources humaines pour la santé en Afrique. Des communications portant, entre autres, sur la médecine de famille dans des pays arabes et sur les expériences vécues en la matière dans les pays du Maghreb sont au menu de cette rencontre qui se poursuit, samedi, en ateliers consacrés à la société de médecine de famille.

G. S.

Cancers urologiques

L'importance d'une thérapie multidisciplinaire mise en exergue

Des médecins et spécialistes participant samedi à Oran à la première journée d'urologie sur "Les cancers urologiques (prostate, vessie, rein) - actualités" ont mis l'accent sur l'importance d'une thérapie pluridisciplinaire pour une meilleure prise en charge des cancers urologiques.

Le directeur général de l'hôpital militaire régional universitaire Dr. Amir Mohamed Benaissa où s'est déroulée la rencontre, le général Rachid Koudjeti, a souligné, en marge de cette rencontre, que le thème proposé "est important" dans la mesure où il permet

d'aboutir à une stratégie de thérapie multidisciplinaire homogène en Algérie.

Cette rencontre scientifique "vise à uniformiser une meilleure prise en charge des cancers urologiques, définir les nouveaux moyens de diagnostic adoptés dans le monde et d'échanger les expériences dans le domaine", a ajouté le général Koudjeti dans une allocution d'ouverture.

Le professeur Chaal Boussad de l'hôpital militaire Dr Mohamed Seghir Nekkache d'Ain Naadja a insisté, pour sa part, sur la nécessité d'une commission de concerta-

tion pluridisciplinaire dans la prise en charge de ce type de cancer, soulignant que le chirurgien doit informer le patient sur le thérapie à suivre et les avantages et inconvénients de chaque technique.

Le cancer de la vessie occupe la première position de cancers chez l'homme en Algérie suivi de celui de la prostate, a-t-il rappelé, soutenant qu'une concertation pluridisciplinaire est nécessaire pour une meilleure prise en charge des patients.

Le professeur Abdelmadjid Attar du CHU Oran a mis l'accent, quant à lui, sur la coordination

entre différents services médicaux, déplorant l'absence de commissions consultatives dans les hôpitaux, composées d'urologues, radiologues, oncologues, chimistes et spécialistes en imagerie médicale et en médecine nucléaire et oncologie.

"De telles commissions contribuent à des résultats satisfaisants dans la prise en charge de cancéreux", a-t-il affirmé.

Les travaux de cette rencontre, organisée par l'HMRUO Dr Amir Mohamed Benaissa, ont été marqués par la présentation de communications abordant, entre

autres, les méthodes thérapeutiques des cancers de prostate, de vessie et du rein et les nouvelles techniques en matière de chirurgie pour ces pathologies dans le monde et en Algérie.

Cette rencontre scientifique, inscrite dans le cadre de l'application du plan d'évaluation des journées scientifiques du ministère de la Défense nationale (MDN) de l'année 2015, a regroupé des spécialistes des hôpitaux militaires d'Ain Naadja (Alger), d'Oran et de Constantine et d'hôpitaux civils dont le CHU d'Oran.

Reda A.

Boumerdes

La production de miel en baisse, les prix en hausse

La production mellifère dans la wilaya de Boumerdes a enregistré une baisse cette saison n'ayant pas dépassé les 1960 qx, contre une moyenne de production estimée à 2000 qx ces cinq (5) dernières années, engendrant ainsi une flambée des prix de ce produit.



La wilaya a enregistré, cette année, une chute dans sa production de miel en dépit du relèvement du nombre des ruches exploitées, porté à 121.000 unités, contre 89.000 unités durant les années écoulées", a déploré le chef du service de l'organisation de la production à la direction des services agricoles (DSA), Rachid Messaoudi, en marge d'un Salon national du miel et des produits de la ruche. Pour ce responsable, cette situation est essentiellement due au recul de la moyenne de rendement par ruche estimée, cette année, à trois (3) kg contre sept (7) kg précédemment, citant pour cause la réduction des surfaces vertes et arboricoles nécessaires pour nourrir les abeilles.

Les conditions climatiques défavorables à la floraison, la hausse des températures et la pluviométrie déficiente sont les autres facteurs défavorables

cités par nombre d'apiculteurs et membres de l'association locale des professionnels de l'élevage apicole.

Conséquence de cette chute, les prix du kg de miel varient dans une fourchette entre 2.000 à 4 000 Da selon la qualité du miel, sur le marché, a-t-on constaté.

L'élevage apicole dans la wilaya de Boumerdes est concentré particulièrement dans les piémonts des Issers, Dellys, Baghliia, Sidi Daoud et Naciria, régions peuplées d'eucalyptus, d'agrumes et autres espèces forestières fournissant les ressources floristiques nécessaires au butinage des abeilles.

Quelque 27 exposants issus de 10 wilayas ont pris part au Salon du miel de Boumerdes, organisé dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation et marqué par le lancement d'une caravane d'enfants, ayant bénéficié d'une visite dans des

fermes et coopératives agricoles locales.

Outre l'ouverture de stands de vente de miel et des produits de la ruche, au niveau de la maison de l'environnement, la manifestation, initiée par la Coopérative agricole d'élevage apicole à Issers, a l'est de Boumerdes, a comporté l'animation de communications thématiques, en plus d'activités éducatives pour les enfants et des concours de dégustation.

Selon le président de l'association organisatrice, Djemaatene Ali, ce salon, qui se poursuivra jusqu'au 7 décembre courant, se veut un cadre pour faire la promotion des capacités de cette filière agricole et l'encouragement des segments de la production et de la commercialisation en son sein, outre la sensibilisation sur les techniques d'exploitation pour l'optimisation de son rendement.

Reda A.

Nouvelle ligne ferroviaire de Beni Saf

Cinq rotations quotidiennes vers Ain Temouchent et Oran

Cinq rotations (départs et arrivées) quotidiennes vers Ain Temouchent et Oran sont programmées, à compter de cette fin de semaine par la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), à partir de Beni Saf, a-t-on appris samedi du chef de la nouvelle gare de cette ville.

Ces départs concerneront trois rotations (aller et retour) quotidiennes vers Ain Temouchent et deux sur Oran à partir de 5 heures 40 du matin, pour permettre aux usagers d'effectuer leurs correspondances avec le train d'Alger, a indiqué M. Derouiche Nedjim.

Les autres trains ont été programmés pour permettre aux travailleurs de

rejoindre leurs postes au chef-lieu de wilaya d'Ain Temouchent, notamment, et pour faciliter les déplacements des citoyens, a-t-on ajouté.

Ces deux destinations ont été rendues possibles après l'inauguration, mardi dernier, de la nouvelle ligne reliant, sur 3,4 kilomètres, la ville côtière au réseau ferroviaire national, par le ministre des Transports Boujemaa Talai.

Les prix des billets ont été fixés à 30 DA pour la destination d'Ain Temouchent et 105 DA pour celle d'Oran, a-t-on encore signalé.

Les citoyens de Beni Saf ont accueilli avec satisfaction cet acquis

très attendu, qui leur permet d'effectuer des déplacements en train vers le chef-lieu de wilaya et Oran, et à partir de là vers d'autres destinations nationales.

Véritable joyau architectural, la nouvelle gare de Beni Saf offre toutes les commodités aux usagers, a-t-on constaté.

Réalisée dans le cadre du projet de raccordement de la ville de Beni Saf au réseau ferroviaire national pour une enveloppe de 2,215 milliards DA, cette structure occupe une superficie de 650 mètres carré. Elle est dotée de deux quais et huit abris pour les voyageurs de part et d'autre des deux voies.

R. R.

M'sila

La station d'épuration opérationnelle avant fin mars

La station d'épuration des eaux usées (STEP) en réalisation à Sidi-Aïssa (100 km au nord de la wilaya de M'sila) sera mise en exploitation "avant fin mars 2016", ont annoncé, samedi, les services de la wilaya.

D'un volume de traitement de 30.000 m³/jour, cet équipement contribuera à la préservation de l'environnement, à la protection des terres agricoles environnantes et à la lutte contre l'utilisation des eaux usées pour l'irrigation, a ajouté la même source.

L'exploitation de la STEP de Sidi-Aïssa permettra également de préserver l'oued Gatni, devenu au fil des années "un déversoir d'eaux usées", et d'étendre sur plus de 200 hectares les superficies agricoles irriguées situées sur le territoire de cette commune, ont encore indiqué les services de la wilaya.

Pour l'heure, seuls deux équipements de ce type sont opérationnels dans la wilaya de M'sila, ceux en l'occurrence de M'sila et de Boussaâda qui totalisent à eux deux une capacité de traitement de 70.000 m³/jour, en attendant la livraison imminente de la STEP de Sidi-Aïssa.

Selon le directeur des ressources en eau, une étude des périmètres irrigués à partir des trois stations d'épuration des eaux usées sera prochainement lancée.

R. R.

Guelma

Le parc logements s'est accru de plus de 44 %

Le parc logements s'est accru de 44,29 % dans la wilaya de Guelma entre 1999 et 2015, conduisant à une baisse "notable" du TOL (taux d'occupation par logement), a-t-on appris samedi auprès de la direction du logement.

Les investissements de l'Etat au profit du secteur de l'habitat depuis le lancement du programme de soutien à la relance économique ont permis de ramener le TOL à 4.23 personnes, en 2015, contre 6,5 personnes en 1999, a-t-on souligné de même source.

Les services de la direction du logement ont fait savoir, dans ce contexte, que le parc logements (tous segments confondus), constitué en 1999 de 87.120 unités pour 482.340 habitants, dépasse aujourd'hui, grâce à la construction en un peu plus de 15 ans de 40.000 unités, les 125.700 logements pour une population de 530.000 âmes.

La direction locale du logement prévoit dans les années prochaines un autre recul du TOL à la faveur des importants projets d'habitat en cours de réalisation dans cette wilaya.

G. B.

El Tarf

Deux stations climatiques pour impulser l'écotourisme

Deux stations climatiques seront prochainement réalisées dans les communes de Bougous et de Zitouna (El Tarf) afin d'impulser, de développer et de promouvoir un écotourisme durable, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction du tourisme et de l'artisanat.

L'étude technique préalable à la construction et à l'aménagement de ces deux structures situées à Ghorra, dans la commune de Bougous, et à Riadat (Zitouna), est "finalisée", selon la même source.

Ce projet vise à optimiser les ressources environnementales qui constituent un élément-clé de la mise en valeur touristique, et à contribuer à la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, a-t-on indiqué.

Ces stations climatiques, premières du genre dans la wilaya d'El Tarf, ont également pour objectif "d'assurer une activité économique viable sur le long terme, de respecter l'authenticité socioculturelle de ces régions ainsi que de conserver leurs atouts culturels", a-t-on encore ajouté.

Faisant partie d'une réserve nationale, à savoir le parc national d'El Kala (PNEK) qui regroupe plusieurs écosystèmes, le site de Ghorra permettra, une fois aménagé, d'exploiter les diverses possibilités de mise en valeur pour les loisirs et le tourisme vert. Ces stations climatiques sont aussi appelées à combler un important déficit en matière d'écotourisme dans une région où les potentialités naturelles, riches et diversifiées, sont "énormes" et peuvent participer efficacement au développement économique de la wilaya d'El Tarf.

H. G.

CONFLITS ▶▶

En attendant des pourparlers de paix avec Damas

L'opposition syrienne se réunit demain à Ryadh

Des mouvements de l'opposition syrienne et certains groupes armés doivent se réunir mardi et mercredi à Ryadh, capitale saoudienne, afin de bâtir une plateforme commune en vue des prochains pourparlers de paix avec Damas.



Quelque 85 représentants de l'opposition, dont une quinzaine issus de groupes armés, devraient être présents à la réunion, dont sont exclues les organisations terroristes, comme le groupe radical autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) et le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, selon des sources de l'opposition.

Les organisations kurdes, présentes dans une partie du nord de la Syrie, n'ont également pas été invitées à ces discussions, qui pourraient se poursuivre jusqu'à jeudi.

Le 21 novembre, l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, avait annoncé que l'Arabie saoudite allait accueillir

à la mi-décembre une réunion rassemblant des groupes armés syriens et des opposants politiques au gouvernement syrien.

La réunion de Ryadh, la première du genre depuis le début du conflit syrien il y a plus de quatre ans, doit permettre à l'opposition d'arriver plus unie aux prochaines discussions pour une sortie de crise en Syrie.

A la mi-novembre à Vienne, 17 pays -- dont les principaux acteurs engagés dans la crise syrienne comme les Etats-Unis, l'Iran et la Russie -- avaient adopté une feuille de route pour une transition en Syrie.

Les membres de ce groupe international de soutien à la Syrie ont fixé un calendrier qui prévoit une rencontre d'ici au 1er janvier entre représentants de l'opposition syrienne

et du régime, la formation d'un gouvernement de transition dans les six mois et l'organisation d'élections d'ici 18 mois.

Divergence de l'opposition sur le sort de Bachar al-Assad

De profondes divergences subsistent entre l'opposition syrienne sur l'avenir de Bachar al-Assad dans le cadre d'une telle transition. Une partie de celle-ci exigeant le départ du président syrien comme préalable à toute discussion.

Pour Samir Nachar, membre de la Coalition nationale syrienne, principale composante de l'opposition basée à Istanbul, "la mission s'annonce difficile et très risquée: parvenir à une plateforme commune et claire sur l'avenir de la Syrie, la transition et l'attitude à l'égard du (président syrien, n.d.r.) Bachar al-Assad".

Il a dit "redouter que certains participants proches des pays soutenant le régime de Damas (...) ne réclament le maintien de Bachar durant la transition, ce qui risque de mettre en péril la réunion".

De son côté, Ahmed Ramadan, également membre de la Coalition nationale, a déclaré que les négociations n'auront lieu qu'"après avoir convenu du principe et de la date du départ d'al-Assad".

Au contraire, l'opposition tolérée basée en Syrie estime que le sort du président al-Assad doit être décidé par le peuple. "Il y a une certaine entente internationale pour que cette question soit décidée par les Syriens", a déclaré Hassan Abdel Azim, chef Comité de coordination nationale pour les forces du changement démocratique (CCND), principale organisation de l'opposition de l'intérieur.

Les Occidentaux, dont Londres, Paris et Washington, qui ont toujours affiché leur soutien à l'opposition, prônent également un départ rapide du président syrien, en dépit d'une certaine souplesse dans leur position après les attentats meurtriers à Paris, revendiqués par le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (Daech/EI) et qui ont fait 130 morts.

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, s'était rendu la semaine dernière à Abou Dhabi où il a eu des entretiens avec des responsables émiratis et saoudiens pour chercher un moyen d'unifier l'opposition.

Damas n'envisage pas de transition sans l'éradication de Daech

Bachar al-Assad a récemment souligné qu'il ne pouvait y avoir de calendrier de transition prévoyant des élections en Syrie tant que des régions du pays étaient contrôlées par des groupes terroristes comme Daech. "Ce calendrier pourra démarrer une fois qu'on aura commencé à vaincre le terrorisme. Vous ne pouvez rien obtenir politiquement tant que vous avez des terroristes qui s'emparent de nombreuses zones en Syrie", a-t-il dit. Le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem, qui assure que Damas est prête à participer aux discussions préliminaires proposées par l'ONU afin de préparer une conférence de paix, a déclaré, pour sa part, compter sur la Russie et l'Iran pour amener l'Occident à comprendre ce qui se passe en Syrie.

Depuis 2011, la crise en Syrie a fait au moins 250.000 morts et des millions de réfugiés, selon l'ONU.

R. N.

Donné pour mort Les talibans diffusent un message audio attribué à leur chef

Les talibans afghans ont diffusé samedi un message audio attribué à leur chef, le mollah Akhtar Mansour, soutenant que les informations sur sa mort lors d'une fusillade avec ses propres commandants relevaient de la "propagande ennemie".

Ce fichier audio de plus de 16 minutes évoque des "rumeurs" destinées à affaiblir le mouvement islamiste, qui a gagné du terrain ces derniers temps en dépit de ses divisions sur la nomination du mollah Mansour l'été dernier.

"J'ai enregistré ce message afin que tout le monde sache que je suis en vie", dit une voix masculine détenue attribuée au mollah Mansour, dans ce fichier envoyé aux médias par un porte-parole des talibans. Des hauts responsables des services de renseignement afghans et plusieurs sources talibanes avaient affirmé que le mollah Mansour avait été grièvement blessé mardi dans une fusillade lors d'une réunion de cadres de l'insurrection à Kuchlak, près de la ville pakistanaise de Quetta. Vendredi, un porte-parole du gouvernement afghan, Sultan Faizi, était allé plus loin, assurant sur Twitter que Mansour n'avait pas survécu aux tirs. "Je ne me suis battu avec personne, il n'y a eu aucune réunion et je n'ai pas été à Kuchlak depuis des années. Tout ça c'est de la propagande ennemie", ajoute le message. Le chef taliban a pris la succession du charismatique mollah Omar il y a un peu plus de quatre mois. L'authenticité de la voix sur la bande n'a pas pu être vérifiée de source indépendante mais certains commandants talibanes ont estimé qu'il s'agissait bien de celle du mollah Mansour. Sultan Faizi a lui dit ne pas être certain de l'authenticité du message. "Nous ferons notre propre évaluation", écrit-il dans un nouveau tweet. Les dénégations de la rébellion islamiste sur la réalité même de la fusillade ont été accueillies avec scepticisme.

AFP

Yémen

Le gouverneur d'Aden tué dans un attentat à la voiture piégée

Le gouverneur d'Aden, le général Jaafar Saad, a été tué dimanche dans un attentat à la voiture piégée dans la deuxième ville du Yémen, ont indiqué des responsables des services de sécurité et des témoins.

L'attentat a coûté la vie au gouverneur et à ses gardes du corps dans le quartier résidentiel de Tawahi, ont ajouté ces sources.

Dans un bref communiqué diffusé par l'agence gouvernementale Saba, le chef des forces de sécurité à Aden, le général Mohamed Moussad, a confirmé la mort du gouverneur et de plusieurs de ses gardes du corps, en faisant état d'un attentat "à la voiture piégée".

Il n'a pas précisé le nombre total de victimes, ni donné des informations sur les auteurs ou les commanditaires de l'attentat.

Selon des témoins, deux gardes du corps ont été tués dans l'explosion provoquée par une charge commandée à distance. Le sort du chauffeur restait inconnu.

Des images mises en ligne sur les réseaux sociaux montrent une voiture en feu, totalement détruite.

Tawahi est connu comme étant un fief de jihadistes d'Al-Qaïda, de plus en plus visibles dans divers quartiers d'Aden que les autorités peinent à sécuriser.

La situation est très tendue dans ce quartier, théâtre samedi d'échauffourées entre des combattants d'Al-Qaïda et des membres de la police militaire, selon des habitants.

Samedi, le président d'un tribunal chargé des affaires de terrorisme, Mohsen Mohamed Alwane, et quatre de ses gardes du corps, qui circulaient à bord d'une voiture à Al-Mansoura, un quartier d'Aden, avaient été tués par des hommes armés, selon une source de sécurité.

Selon cette source, un officier de la police, le colonel al-Khadher Ali Ahmed, avait également été abattu à Aden par des hommes armés.

Ces attaques n'ont pas été revendiquées.

Le général Jaafar Saad avait pris récemment ses fonctions de gouverneur d'Aden. Il était proche du président Abd Rabbo Mansour Hadi qui s'est installé à la mi-novembre dans cette ville déclarée capitale "provisoire" du Yémen.

Ce pays pauvre de la Péninsule arabique est ravagé par des combats entre les forces loyalistes soutenues par une coalition militaire arabe et des rebelles chiites Houthis pro-iraniens qui se sont emparés de vastes régions, dont la capitale Sanaa.

Selon l'ONU, le conflit au Yémen a fait plus de 5.700 morts, dont près de la moitié des civils, depuis l'intervention fin mars de la coalition arabe sous la conduite de l'Arabie saoudite, voisine du Yémen.

Le 6 octobre, le groupe Etat islamique (EI), en compétition avec Al-Qaïda au Yémen, avait revendiqué un attentat meurtrier contre le siège provisoire du gouvernement à Aden et des sites de la coalition arabe.

AFP



Nigeria

La police démasque des "cellules dormantes" de Boko Haram

La police secrète nigériane a annoncé samedi qu'elle avait démasqué des "cellules dormantes" du groupe islamiste Boko Haram dans et autour de la capitale Abuja et qu'elle avait procédé à 12 interpellations.



"Boko Haram... a continué à mettre en place et à faire fonctionner des cellules dormantes dont la mission est de mener de surveiller et de mener de prochaines attaques" dans la capitale et sa banlieue, ont déclaré dans un communiqué les services du Département d'Etat. Selon ce communiqué, les forces de l'ordre ont arrêté 12 membres du groupe islamiste qui ont migré de leur fief du nord-est du pays pour se rapprocher de la capitale à l'approche des fêtes de fin d'année dans le but de commettre des attentats.

Le communiqué précise le nom de ces personnes interpellées à Abuja ou dans les communes voisines, entre le 29 octobre et le 1er décembre. Parmi eux figure celui d'un ressortissant nigérien.

Selon l'enquête, les suspects exerçaient leurs activités habituelles, tout à fait légales, et s'en servaient comme couverture pour faire des repérages et "identifier des cibles vulnérables pour des attaques".

Boko Haram a mené plusieurs attaques meurtrières à Abuja ces quatre dernières années, faisant des centaines de morts. Le groupe y a

notamment revendiqué l'attentat à la bombe commis en août 2011 sur un bâtiment de l'ONU qui avait tué 25 personnes.

Depuis 2009, l'insurrection a fait au moins 17.000 morts et 2,6 millions de déplacés, alors que Boko Haram frappe également régulièrement au Cameroun, au Tchad et au Niger voisins.

Un triple attentat-suicide sur un marché tchadien a fait au moins 27 morts samedi dans une île du lac Tchad, démontrant une nouvelle fois la capacité des islamistes nigériens de Boko Haram à mener des actions concertées malgré les offensives militaires

contre leurs bastions.

L'attaque la plus meurtrière sur les rives tchadiennes du lac s'était produite le 10 octobre. Un triple attentat à l'explosif commis par des kamikazes à la sous-préfecture de Baga Sola s'était soldé par 41 morts et 48 blessés, selon le gouvernement tchadien.

Général à la retraite et déjà président du Nigeria de décembre 1983 à août 1985, Muhammadu Buhari a pris ses fonctions en mai et s'est fixé comme priorité de mettre un terme d'ici la fin de l'année à l'insurrection de Boko Haram.

Agence

RCA

Karim Meckassoua se lance dans la course à la présidentielle

En Centrafrique, les candidatures pour la présidentielle n'ont toujours pas été validées, ce qui n'empêche pas les candidats de se lancer dans la campagne. La présidentielle qui doit avoir lieu le 27 décembre. Karim Meckassoua a été le premier à organiser un meeting qui a réuni plusieurs milliers de personnes. Candidat indépendant, il est l'un des rares musulmans à se présenter à cette présidentielle. Il a été plusieurs fois ministre, notamment sous l'ex-président François Bozizé dont il fut un proche.

" Si on donne rendez-vous au stade 20 000 places, c'est pour le remplir et pour gagner " : ce sont les mots d'un responsable de l'organisation de la campagne de Karim Meckassoua qui, pour son premier meeting, a vu les choses en grand. Beaucoup de curieux, de partisans et de simples futurs électeurs, à l'instar d'Edith Yakoko laquelle, avant de voter, veut savoir à qui elle à faire.

" C'est pas question de me convaincre. Moi j'analyse les candidats, je vois les programmes, je vois les plans d'action. Donc je vais également du côté de Meckassoua pour voir ses plans d'action et si ça m'intéresse je vais travailler pour lui. "

Heritier Wambété lui est plus direct. Karim Meckassoua, dit-il, c'est le candidat des jeunes qui comme lui, veulent avancer : " Je vois que dans cette optique là, c'est un grand rassembleur, c'est quelqu'un qui peut être à la fois chrétien et musulman, donc il n'est pas limité seulement à une religion pour ses programmes politiques. Je peux vous citer un exemple. Il avait organisé un match de football sur le terrain de l'Ucatex vers Combattant [quartier de Bangui] et il s'est porté garant car c'est une zone que les musulmans ne traversent pas. Mais il y est allé et ça c'est bien passé. "

Beaucoup d'autres candidats, et donc rivaux de Meckassoua, ont également fait le déplacement. Une manière de jauger la concurrence, glisse-t-on en coulisse.

La liste des candidatures validées par la Cour constitutionnelle devrait être publiée le 8 décembre.

RFI

Tchad

27 tués dans un triple attentat-suicide

Un triple attentat-suicide sur un marché tchadien a fait au moins 27 morts samedi dans une île du lac Tchad, démontrant une nouvelle fois la capacité des islamistes nigériens de Boko Haram à mener des actions concertées malgré les offensives militaires contre leurs bastions.

"Trois kamikazes se sont fait exploser dans trois endroits différents au marché hebdomadaire de Loulou Fou dans une île du lac Tchad", a indiqué à l'AFP sous couvert d'anonymat une source sécuritaire, ajoutant que ces explosions ont "fait 30 morts, dont les trois kamikazes, parmi la population civile et plus de 80 blessés".

Cette région avait été placée le 9 novembre par le gouvernement tchadien sous le régime de l'état d'urgence, à la suite de précédents attentats-suicides perpétrés par les islamistes nigériens de Boko Haram, groupe qui a rallié l'organisation de l'Etat islamique (EI).

Dans un communiqué, l'Union

européenne a tenu à dire son soutien à N'Djamena. "Face à la menace terroriste, l'UE reste mobilisée aux côtés du Tchad et des pays de la région. Elle est prête à utiliser tous ses instruments pour aider à la lutte contre le terrorisme et pour la sécurité dans la région du Sahel", écrit-elle.

Depuis des mois, le groupe Boko Haram multiplie les attaques et les attentats-suicides sur les villages tchadiens du lac, situés à quelques kilomètres de la frontière avec le Nigeria.

L'attaque la plus meurtrière sur les rives tchadiennes du lac s'est produite le 10 octobre. Un triple attentat à l'explosif commis par des kamikazes à la sous-préfecture de Baga Sola s'était soldé par 41 morts et 48 blessés, selon le gouvernement tchadien.

Le lac Tchad est partagé entre le Nigeria, le Niger, le Cameroun et le Tchad. Même si sa superficie se réduit d'année en année en raison du réchauffement climatique, il

abrite une multitude d'îles et îlots peuplés de pêcheurs, et ses abords sont rendus difficiles par une végétation dense, ce qui facilite les infiltrations des islamistes de Boko Haram en territoire tchadien pour y mener des attaques.

Depuis le début de l'année, l'armée tchadienne est engagée dans une opération militaire régionale contre Boko Haram dont les raids et attentats se sont étendus au-delà du nord-est du Nigeria, son fief historique, vers les pays limitrophes : Tchad, Niger et Cameroun.

Cette offensive a infligé de sérieux revers au groupe, mais les insurgés mènent toujours des attaques dans la région et se servent du lac Tchad comme lieu de repli.

Les deux autres principaux sanctuaires de Boko Haram se trouvent dans des lieux difficiles d'accès, la forêt de Sambisa et les monts Mandara, à la frontière entre le Nigeria et le Cameroun, lui aussi

durement éprouvé par des attentats.

Ces attentats souvent menés par de jeunes femmes ou des adolescentes visent régulièrement les marchés, particulièrement animés en Afrique et lieux de vie par excellence sur le continent.

Pour combattre Boko Haram, les quatre pays riverains du lac Tchad et le Bénin ont mis sur pied une Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF) dotée de 8.700 militaires, policiers et civils.

Son quartier général se trouve à N'Djamena au Tchad, pays pivot de la lutte contre les jihadistes en Afrique sub-saharienne qui abrite également l'état-major de l'opération française Barkhane qui lutte contre ces groupes au Sahel.

Mais la force régionale africaine n'est pas encore pleinement opérationnelle. La coalition "a sans conteste affaibli la nébuleuse" islamiste mais "pour autant, elle ne s'avoue pas vaincue", a récemment reconnu le président tchadien

Idriss Déby Itno. Même si mercredi encore, le ministère camerounais de la Défense a assuré que son armée avait tué en trois jours "une centaine" d'islamistes de Boko Haram, libéré 900 otages et saisi des drapeaux de l'Etat islamique au cours d'une opération dans l'Extrême-Nord du pays.

Cela a été réalisé lors d'une "opération spéciale de ratissage menée du 26 au 28 novembre contre les combattants" de Boko Haram dans les localités frontalières avec le Nigeria, selon le ministre camerounais de la Défense Joseph Beti Assomo.

Les Etats-Unis ont de leur côté déployé 300 militaires au Cameroun pour mener des opérations de reconnaissance et de renseignement contre les islamistes nigériens.

L'insurrection de Boko Haram et sa répression ont fait au moins 17.000 morts et plus de 2,5 millions de déplacés depuis 2009.

AFP

Politique de déstabilisation de Washington

Une guerre hybride pour balkaniser... les Balkans ?

Dans l'esprit de la Nouvelle Guerre Froide et à la suite de leur élimination réussie du projet South Stream, les Etats-Unis ont donné la priorité à l'obstruction du projet russe d'oléoduc Balkan Stream, et jusqu'à présent, il y ont malheureusement réussi. Le premier défi aura été la tentative de révolution de couleur en Macédoine, en mai 2015, qui heureusement a été contrée par les citoyens de ce pays.

Par Andrew Korybko

L'étape suivante sur le calendrier était la tourmente politique qui a failli faire chavirer de la Grèce, à la suite du référendum anti-austérité, l'idée étant que si Tsipras était viré, alors le Balkan Stream aurait été remplacé par un projet plus favorable aux Américains, le projet Eastring. Une fois encore, les Balkans ont montré qu'ils résistaient et les combines américaines ont été repoussées, mais c'est à la troisième tentative, plus directe, que le projet a été tué dans l'œuf et mis indéfiniment en sommeil.

A la une, à la deux... à la trois !

L'apogée a été atteinte le 24 novembre, quand la Turquie a abattu un bombardier tactique russe opérant au-dessus du territoire syrien contre les terroristes, et que le projet a été touché de plein fouet, dans une prévisible réaction en chaîne qui a gelé les relations entre la Russie et la Turquie. Comme il était évident que la coopération dans le domaine énergétique entre les deux pays serait rendue impossible par ces tensions, on imagine que les États-Unis ont délibérément poussé la Turquie à faire tomber les dominos en file, sabordant ainsi projet Balkan Stream. Si les choses se sont passées ainsi (et cela paraît très vraisemblable), cela ne veut pas dire que le projet est annulé, il serait plus judicieux de dire qu'il a été mis temporairement sous cocon. La Russie ne va sans doute pas aller dans le sens d'un adversaire qui se montre aussi ouvertement agressif avec elle, mais je pense que cela n'est vrai que pour le gouvernement actuel, dans le contexte d'aujourd'hui. On peut imaginer qu'un retournement de la position turque (même si c'est peu probable dans les mois qui viennent) pourrait amener à ressortir le projet des cartons. Le scénario le plus probable étant que les nombreux mécontents et / ou les militaires inquiets ne renversent le gouvernement.

Un retournement turc ?

Ces deux possibilités ne sont pas si improbables quand on voit le mécontentement croissant contre le pouvoir autocrate d'Erdogan et les positions risquées dans lesquelles il met son armée. On connaît bien le mécontentement d'un nombre croissant de Turcs (dans le contexte de la montée irrépressible de l'insurrection kurde), mais ce dont on a moins parlé, c'est de la



situation délicate que doivent affronter les forces armées turques aujourd'hui. Comme l'auteur l'a écrit en octobre, l'armée turque doit disperser ses forces, dans ses opérations contre les Kurdes dans un large sud-est du territoire, pour sécuriser le territoire turc face à État islamique et aux attaques terroristes d'extrême-gauche, intervenir ponctuellement dans le Nord de l'Iraq, et rester en alerte le long de la frontière syrienne. C'est un fardeau que n'importe quelle armée aurait du mal à assumer, et l'une des dernières choses dont les responsables auraient besoin, serait d'y ajouter une menace, largement imaginaire et complètement inutile, de la part de la Russie, concoctée par Erdogan lui-même. Cette pression pourrait bien se révéler trop forte pour eux, et, considérant les intérêts supérieurs de la sécurité nationale, comme leur rôle constitutionnel de sauvegarder l'intégrité territoriale de l'État, ils pourraient s'organiser pour renverser Erdogan, malgré toutes les mesures d'intimidation qu'il a prises durant la dernière décennie pour se prémunir de ce risque.

Quel va être le coup suivant ?

Il y a une véritable chance que le projet Balkan Stream ne soit pas gelé et qu'il soit relancé bientôt, car il est trop important, stratégiquement, à la fois pour la Russie et pour la Turquie, pour le laisser dans les

tiroirs indéfiniment. Il est tout à fait possible qu'un changement politique intervienne en Turquie, il est peut-être déjà dans les projets des décideurs actuels et plus probablement encore après un nouveau coup d'État, bien qu'il soit trop tôt pour dire de quel côté, vers la Russie ou vers les États-Unis, le nouveau pouvoir pencherait dans ce dossier. Et donc, chaque grande puissance avance ses pions avec pour stratégie l'idée d'une assurance géopolitique, et tous regardent vers la Route de la Soie Balkanique de la Chine. Vu de Washington, les États-Unis doivent poursuivre sans relâche la déstabilisation des Balkans, jusqu'à ce que le projet russe soit définitivement arrêté, ensuite il faudra faire de même avec le projet chinois. Aussi longtemps que la Route de la Soie Balkanique continuera de se construire, la Russie gardera une force d'attraction multipolaire via son partenaire, grâce à laquelle elle pourra développer l'influence qu'elle a cultivée si longtemps. Si le projet Balkan Stream se poursuit, la Russie peut prendre le train en marche, si elle n'y était pas déjà, et joindre ses forces stratégiques avec celles de son allié chinois, comme initialement prévu : voilà le cauchemar des États-Unis, aussi est-ce pour cela qu'ils relancent une guerre hybride dans une tentative désespérée d'enterrer ce projet de Route de la Soie Balkanique.

L'importance de la Grèce dans les projets d'oléoducs

Comme on l'a déjà signalé, l'approche russe est de se concentrer plus sur les diversifications économiques, militaires et politiques qui sont supposées accompagner l'infrastructure énergétique qu'il a été décidé de construire. Plutôt que de considérer l'oléoduc comme l'épine dorsale des Nouveaux Balkans, il semble que ce rôle revient à la ligne ferroviaire à grande vitesse - la Route de la Soie Balkanique - mais de toutes façons, c'est un méga-projet multipolaire qui devrait faire rayonner l'influence russe dans la région. Dans sa configuration présente, la Russie est plutôt au second plan par rapport à la Chine dans les décisions concernant la construction des infrastructures, mais en même temps, elle est devenue indispensable à la Chine. Pékin n'avait guère, avec les pays de la région, que des liens purement économiques (et encore, ceux-ci étaient relativement nouveaux), aussi l'implication prioritaire de la Russie dans ce projet et ces investissements le long de la Route de la Soie Balkanique (qui devrait longer le Balkan Stream et partager donc les mêmes investissements) aide à renforcer le soutien régional et local pour ce projet, en présentant un visage ami et connu, avec qui les

▶▶▶ décideurs locaux ont l'habitude de travailler. On ne dira pas que la Chine est incapable de mener seule ce projet à bien, ni qu'il n'y avait pas de support légitime dans les Balkans pour une telle initiative, mais la participation de la Russie en première ligne rassure les élites locales qu'un partenaire de civilisation semblable et très influent est avec eux et fait monter ostensiblement les enjeux, démontrant sa confiance dans un succès tenu pour probable.

Pékin, la dernière chance pour les Balkans

On le sait depuis longtemps, le partenariat stratégique Russie-Chine a pour objectif de révolutionner le continent européen en y injectant une influence nouvelle, multipolaire, le long du Corridor des Balkans, qui doit accueillir le Balkan Stream et la Route de la Soie Balkanique. Malheureusement, de leur côté, les États-Unis ont réussi, jusqu'à maintenant, à freiner le Balkan Stream, ce qui veut dire que la Route de la Soie Balkanique est maintenant le seul mégaprojet multipolaire viable dans la région. Et par conséquent, c'est la Chine, plutôt que la Russie, qui porte le flambeau de la multipolarité dans les Balkans, bien que Pékin dépende en partie de l'influence traditionnelle de la Russie dans la région, pour aider à sécuriser cet objectif géostratégique commun et à le concrétiser. De toutes façons, la Route de la Soie Balkanique est plus importante que le Balkan Stream pour le moment, et donc il est intéressant de porter une attention plus précise à ses implications stratégiques pour mieux saisir en quoi il représente pour les Balkans le dernier espoir multipolaire.

Fondements institutionnels

Cela fait deux ans que le concept de la Route de la Soie Balkanique a été posé, et il trouve ses origines dans la politique chinoise dite Nouvelle Route de la Soie, qui construit une infrastructure de communications de taille mondiale. Cette orientation a été adoptée pour créer des opportunités pour les investissements chinois à l'étranger et pour aider des régions entières dans

leurs efforts de libération et d'évolution vers un monde multipolaire. Pour en revenir aux Balkans, la Route de la Soie Balkanique est la manifestation régionale de cet idéal, et c'est aujourd'hui le plus important engagement de la Chine avec les pays de l'Europe centrale et orientale.

Le cadre de leurs échanges a été formalisé en 2012 lors du premier sommet entre la Chine et les pays centre- et est-européens (CEEC) à Varsovie, et un deuxième sommet deux ans plus tard à Belgrade a proposé l'idée d'une ligne ferroviaire à grande vitesse Budapest - Belgrade - Skopje - Athènes (une première image concrète de ce qu'est la Route de la Soie Balkanique), dans le but d'approfondir les interconnexions économiques des deux côtés. Le Sommet de Suzhou, en 2015, a fixé une feuille de route de moyen-terme pour 2015-2020, qui, entre autres choses, propose la création d'un établissement de financement paritaire pour assurer les crédits et les investissements pour ce projet et d'autres semblables. Il donne également une description officielle de la Route de la Soie Balkanique comme étant la Ligne Terrestre et Maritime Chine - Eurasie et a suggéré qu'elle soit intégrée à terme au Nouveau Corridor Economique Eurasien, ce qui veut dire que Pékin aimerait que les pays coopèrent d'une façon plus pragmatique avec la Russie (et dans ce cas, c'est surtout de la Pologne qu'il s'agit). A noter : l'agence Xinhua a rapporté que les participants se sont mis d'accord pour compléter l'étape Budapest - Belgrade en 2017.

Contexte stratégique

Tout cela montre que la Chine a accéléré ses relations diplomatiques, économiques et institutionnelles avec l'Europe du Centre et de l'Est en l'espace de seulement deux ans, devenant, de manière imprévisible, l'un des premiers acteurs dans cette région située à ses antipodes et faisant théoriquement partie d'un bloc adversaire, unipolaire. Cela peut s'expliquer juste par l'attraction économique, qui dépasse les climats politiques, aussi bien que l'ambition complémentaire que le super-géant asiatique a d'étendre et de renforcer sa présence mondiale. Ensemble, ces deux facteurs

se combinent en un formidable élément de la grande stratégie chinoise, qui s'efforce d'attirer ses partenaires (spécialement ceux qui appartiennent au bloc unipolaire) par des appâts économiques, pour les mener à un renversement géopolitique à long terme. Pour en revenir à la Route de la Soie Balkanique, elle représente le premier véhicule que Pékin envoie pour accomplir sa stratégie de long terme, et une raison géoéconomique dont on va expliquer plus loin le fonctionnement. Avant d'y venir, il est bon de se souvenir de ce que l'on a intitulé plus haut [dans le livre d'où cet article tire sa source, voyez à la fin, NdT] comme impératifs pour l'hégémonie américaine, parce que cela explique pourquoi les États-Unis ont tellement peur de l'engagement économique chinois en Europe, qu'ils peuvent aller jusqu'à planifier des guerres hybrides destructrices pour l'arrêter.

Toile de fond géo-économique

La justification géo-économique de la Route de la Soie Balkanique est évidente, et peut être facilement expliquée en examinant le très large territoire de l'Europe centrale et orientale qu'elle devrait desservir. La péninsule sud-est de l'Europe plonge directement dans ces deux régions, et le nœud de communication de Budapest, en Hongrie, est situé au centre de cette vaste zone. Comme on le voit aujourd'hui, il n'existe aucune voie de communication nord-sud sécurisée qui relie la Hongrie et les marchés alentour (l'Allemagne et la Pologne) aux ports méditerranéens de la Grèce, ce qui signifie que le commerce maritime chinois avec ces économies de premier plan doit faire un large détour autour de l'Europe. La Route de la Soie Balkanique change tout cela et raccourcit encore les temps de transport, en passant directement par le port grec du Pirée et par le canal de Suez, aujourd'hui bien adapté aux porte-conteneurs chinois. On gagne ainsi du temps et de l'argent, et tout le monde a intérêt à une telle route, profitable et efficace. A l'avenir, les économies de l'Europe centrale et orientale pourraient expédier leurs produits, en passant par la

Russie, vers la Chine, via le Passage Eurasien, mais alors que cela pourrait être intéressant du point de vue des relations du producteur-au-consommateur, cela est peu intéressant pour les revendeurs exportateurs qui prévoient de ré-expédier les produits en question ailleurs dans le monde. Pour profiter du développement économique en cours en Afrique de l'Est et dans le Sud de l'Asie (que ce soit en vendant sur ces marchés ou en s'y installant), il vaut mieux pour les entreprises se connecter les unes aux autres à un nœud maritime qui leur permet de charger et de décharger rapidement et efficacement leurs produits dans des conteneurs. D'un point de vue géo-économique, le Pirée est parfait pour cela, et c'est le port européen le plus proche du canal de Suez, que l'on doit prendre pour atteindre les destinations en question, avec ou sans transbordement (c'est à dire si les entreprises européennes décident d'exporter directement leurs produits là-bas, sans passer par un intermédiaire chinois).

Pour se relier au Pirée, la ligne ferroviaire à grande vitesse - la Route de la Soie Balkanique - est une infrastructure indispensable, et son achèvement réussi amènerait une part importante du trafic européen à être redirigée vers la Chine et les autres dragons, comme l'Inde et l'Éthiopie. Les États-Unis redoutent de perdre leur position de principal partenaire commercial de l'Union Européenne, sachant que ce recul entraînerait très vite, par glissement, un effondrement de leur hégémonie. Vu du côté opposé, la Route de la Soie Balkanique est le seul espoir pour l'Europe de connaître un avenir indépendant, hors d'un contrôle total de l'Amérique, et c'est pourquoi il est absolument indispensable, pour la Russie et la Chine, de mener ce projet à bien. Le déclenchement inévitable d'une Nouvelle Guerre Froide que cela entraîne, et les enjeux extrêmement élevés, signifient que les Balkans demeureront l'un des principaux champs d'affrontement dans une dangereuse guerre par vassaux interposés, en dépit des positionnements et des stratégies très différentes des protagonistes multipolaires. **A. K.**

Excédé par la crise et tenté par l'opposition, le Venezuela élit ses députés

Le Venezuela renouvelle dimanche son Parlement, qu'il pourrait confier à l'opposition pour la première fois en 16 ans dans un climat d'exaspération sociale laissant craindre des risques de violence, l'économie s'étant effondrée avec la chute des cours du pétrole.

Quelque 19,5 millions d'électeurs sont appelés à désigner les 167 députés du Parlement monocaméral en se rendant dès 06h00 (10H30 GMT) dans les bureaux de vote du pays sud-américain, ouverts jusqu'à 18h00 (22H30 GMT). Les premiers résultats ne sont pas attendus avant 22h00 (02H30 GMT lundi).

"Nous vaincrons!", clamait jeudi le président Nicolas Maduro, 53 ans, dansant sur un air de salsa pour la clôture de campagne et qualifiant les membres de l'opposition de "paresseux et incapables", porteurs d'un "faux changement".

Au terme d'une campagne particulièrement agressive, son Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) n'a pourtant pas réussi à entamer la popularité de la Table de l'unité démocratique (MUD), coalition créditée de 14 à 35 points d'avance dans les sondages.

Même si M. Maduro assure qu'il sera "le premier à reconnaître les résultats", il précise qu'il "n'abandonner(a) jamais la révolution". De sa capacité à accepter son éventuelle défaite dépendra le risque de violences autour du scrutin, 18 mois après des manifestations ayant fait 43 morts officiellement.

Fatigués de patienter des heures devant les supermarchés pour trouver des produits aussi basiques que du riz ou du papier toilette, les Vénézuéliens se plaignent aussi d'une inflation dépassant les 200% selon les économistes et d'une insécurité alarmante, avec un taux d'homicides le deuxième plus élevé au monde après le Honduras, selon l'ONU. Autrefois l'un des pays les plus fortunés d'Amérique latine, le Venezuela a vu son économie s'effondrer au même rythme que les cours du pétrole, quasiment son unique



richesse. Vendredi, le brut vénézuélien atteignait son plus bas en sept ans, à 34,05 dollars le baril.

Brandissant un drapeau jaune du parti Primero Justicia (La justice d'abord), Hortensia Padilla, 53 ans, votera pour l'opposition "pour avoir un meilleur Venezuela, pour le bien de mes petits-enfants", âgés de 3, 4 et 5 ans.

"Faire la queue mais pouvoir acheter des produits, je peux l'accepter, mais faire la queue et ne rien obtenir, ça non", confie-t-elle, lassée des rayons vides du supermarché. "Nous devons faire que cela change".

Risque de paralysie politique

Euphorique, l'opposition promet de répondre à ce besoin de changement. "Dimanche, nous allons écrire une nouvelle page dans l'histoire de notre pays", assure le député et candidat Miguel Pizarro.

Mais la MUD, coalition disparate d'une trentaine de partis de la gauche à la droite dure, ne repose que sur son rejet du chavisme, du nom de l'ancien président Hugo Chavez, décédé en 2013, auquel Nicolas Maduro a succédé. Elle est tiraillée entre une aile modérée, incarnée par l'ex-candidat à la présidentielle Henrique Capriles, et une radi-

cale, dont le leader Leopoldo Lopez est emprisonné.

Et son programme ne propose aucune solution concrète à la crise.

En raison d'un découpage électoral favorable au chavisme, la MUD pourrait ne remporter qu'une majorité simple, suffisante pour faire amnistier les 75 prisonniers politiques qu'elle recense dans le pays, mais pas pour organiser un référendum révocatoire contre le président. Autre écueil : dans ce système présidentiel, Nicolas Maduro peut limiter les pouvoirs du Parlement si celui-ci change de majorité, en faisant adopter une loi par l'Assemblée sortante l'autorisant à gouverner directement par décret, même si cette option entraînerait de fortes protestations.

A la veille du scrutin, M. Maduro a semblé faire un pas vers l'opposition en autorisant Leopoldo Lopez et d'autres responsables incarcérés à voter, selon l'ex-président colombien Andrés Pastrana, une information non confirmée de source officielle.

En tout état de cause, malgré le triomphe annoncé pour l'opposition, "un grand changement de politique est improbable", résume Edward Glossop, analyste de Capital Economics. A l'inverse, "nous prévoyons que la crise sociale, politique et économique du pays s'intensifie".

Même pessimisme chez Diego Moya-Ocampos, expert du cabinet IHS, s'attendant à "une paralysie politique, une intensification des pénuries d'aliments et de biens, et une instabilité gouvernementale".

Car si le chavisme ne semble pas prêt à partager le pouvoir, il pourrait douter de son leader Nicolas Maduro et songer à le remplacer : "si c'est une lourde défaite en voix, au-delà du nombre de députés, cela ouvrira de sérieuses interrogations sur la conduite du parti", prédit Andrés Cañizalez, professeur à l'université Andrés Bello à Caracas. **AFP**

Avant une semaine décisive

Vent d'optimisme à la conférence sur le climat

Un vent d'optimisme a soufflé samedi sur la conférence climat de Paris, grâce à l'adoption d'une ébauche d'accord, une étape clé avant une semaine décisive où les 195 pays devront dépasser leurs intérêts particuliers pour aboutir vendredi à un pacte universel contre le réchauffement.

Un vent d'optimisme a soufflé samedi sur la conférence climat de Paris, grâce à l'adoption d'une ébauche d'accord, une étape clé avant une semaine décisive où les 195 pays devront dépasser leurs intérêts particuliers pour aboutir vendredi à un pacte universel contre le réchauffement.

«Je lance devant vous un appel pour que nous soyons capables de dépasser les intérêts des régions, des pays, les intérêts qui sont ceux de nos niveaux de développement pour que nous puissions être à la hauteur de la planète dans son ensemble», a déclaré le président français François Hollande au Bourget.

«La négociation n'est pas terminée, elle est même entrée dans sa phase cruciale», «une zone, une période, d'où le meilleur peut sortir mais où le pire est possible», a-t-il averti lors de la clôture d'un événement en marge des négociations.

A partir de lundi, ce sont les ministres des 195 pays qui plancheront sur le texte de 48 pages élaboré par les négociateurs. Ils devront trancher sur le fond, pour aboutir à l'adoption d'un accord universel d'ici vendredi, date à laquelle la COP21 est censée se terminer.

L'ébauche adoptée samedi constitue un «progrès» mais «il reste à approfondir et concrétiser», a souligné le président de la COP, le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius. Il a souhaité que le texte soit achevé dès jeudi, pour permettre son adoption vendredi.

«Nous ne disposons que de quelques petits jours jusqu'à jeudi et il nous reste encore un important travail», a-t-il souligné en séance plénière.

Pour le délégué chinois Su Wei, les négociateurs ont réuni «tous les ingrédients et les assaisonnements pour réaliser une recette». La semaine prochaine, «ce sera le passage en cuisine», a-t-il ajouté, évoquant le travail des ministres.

Le groupe des G77 «Chine, qui regroupe 134 pays en développement et émergents et joue un rôle clé dans les négociations, s'est dit «prêt à négocier aussi loin que possible sur la base de ce texte». «Comme disait Nelson Mandela, ça a tou-



jours l'air impossible jusqu'à ce que ce soit fait», a commenté la présidente de ce groupe, l'ambassadrice sud-africaine Nozipho Mxakato-Diseko.

Délégués et ONG ont cependant rappelé l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir. «Ce sera un véritable sprint pour les ministres» s'ils veulent aboutir à «un accord solide d'ici à vendredi», a résumé Tasneem Essop, du WWF.

«Soyons francs: tous les sujets politiques difficiles restent non résolus», a lancé le négociateur de l'Union européenne Miguel Arias Canete. «La semaine prochaine sera celle du compromis», pour l'instant les pays «sont restés dans leur zone de confort».

Aucun sujet clé n'est tranché sur le fond par le nouveau texte qui laisse encore ouvertes de nombreuses options.

Le financement de l'aide climatique aux pays du Sud et la répartition des efforts pour lutter contre le changement climatique entre pays développés, émergents et en développement, sont les points d'achoppement les plus durs.

La quasi-totalité des pays présents à la COP21 ont présenté les mesures qu'ils entendent prendre contre le changement

climatique. Or, même à un rythme moins soutenu, les émissions de gaz à effet de serre vont continuer de progresser, plaçant le monde sur une trajectoire d'un réchauffement de «3°C par rapport à l'ère pré-industrielle, quand l'objectif est de le limiter à 2°C.

Au-delà, les scientifiques promettent des impacts irréversibles: sécheresses, inondations accrues, baisse des rendements agricoles, érosion des côtes...

«La science nous dit que nous avons seulement une petite fenêtre d'action», a averti la responsable climat de l'ONU, Christiana Figueres.

«Le temps des illusions a cédé la place au temps de l'action», a estimé l'acteur américain Sean Penn, qui participait samedi à un événement en marge de la conférence, la Journée de l'Action.

L'événement a rassemblé notamment plusieurs dizaines de personnalités du monde entier mobilisées dans la lutte contre le changement climatique, dont l'ancien vice-président américain Al Gore, co-lauréat du prix Nobel de la paix en 2007 avec le Giec, les scientifiques qui ont alerté depuis plusieurs années sur le climat.

AFP

307 ans après son naufrage en Colombie

L'épave d'un galion légendaire retrouvée

Trois siècles après disparu au fond des eaux caribéennes, l'épave du légendaire galion espagnol San Jose, rêve de tous les chercheurs de trésors, a été découverte au large de la Colombie, a annoncé samedi le président Juan Manuel Santos.

«C'est le plus important trésor découvert dans l'histoire de l'humanité», s'est enthousiasmé M. Santos lors d'un déplacement à Carthagène (nord), ville au large de laquelle ont été trouvés les restes du San Jose.

Le galion a été coulé en 1708 lors d'un affrontement avec les forces navales britanniques au cours de la bataille de Barú, pendant la guerre de succession d'Espagne (1701-1712). Il était le principal vaisseau d'une flotte acheminant de l'or et de l'argent des colonies espagnoles en Amérique jusqu'en Espagne pour le roi Philippe V.

Seuls quelques membres d'équipage, sur les 600 que comptait le navire, avaient réussi à se sauver au moment du naufrage.

Les chercheurs de trésors de tous

bords pistaient cette épave depuis des décennies. Bien que de nombreuses autres épaves aient été découvertes, le mythique San Jose continuait à se dérober, son emplacement restant un mystère.

Une équipe de chercheurs colombiens et internationaux, dont des membres de l'équipe qui avait trouvé l'épave du Titanic en 1985, ont étudié les vents et les courants dans les Caraïbes en 1708. Ils se sont également plongés dans les archives coloniales espagnoles et colombiennes, en quête d'indices. Les experts ont finalement confirmé que le San Jose a été retrouvé le 27 novembre dernier, «à un emplacement auquel aucune fouille ne s'était intéressée», a déclaré le président Santos.

Cinq autres épaves ont été découvertes au fond de l'océan au cours des ces explorations.

L'épave du San Jose a été retrouvée près des îles Corales del Rosario, au large de Carthagène. Le vaisseau a été identifié grâce à ses canons en bronze uniques, avec des dauphins gravés dessus.

«La quantité et le type de matériel ne laissent aucun doute quant à l'identité» de l'épave, a déclaré Ernesto Montenegro, chef de l'Institut colombien d'anthropologie et d'Histoire.

Une compagnie américaine, la Sea Search Armada, avait affirmé plus tôt avoir trouvé l'épave du San Jose. Cette découverte n'avait pas été confirmée et une procédure judiciaire quant au droit de propriété avait opposé l'entreprise au gouvernement colombien. La justice avait tranché en faveur de Bogota.

Il y aurait jusqu'à un millier d'épaves dans l'océan au large de la côte caribéenne de la Colombie, mais seules six à dix d'entre elles transportaient d'importants trésors, a indiqué à l'AFP l'anthropologiste Fabian Sanabria.

La plus importante, et la plus convoitée, était celle du San Jose, a déclaré M. Sanabria. Cette découverte est «un événement sans précédent» pour la Colombie, s'est réjoui le maire de Carthagène Dionisio Velez.

R. I.

Grande-Bretagne Attaque au couteau dans le métro de Londres

■ Un homme a attaqué des usagers du métro avec un couteau samedi soir vers 19h près des distributeurs de billets de la station de Leytonstone à Londres.

«La police a été appelée à 19h06 samedi 5 décembre après de signalements d'agressions au couteau dans la station de métro Leytonstone. Le suspect était décrit comme menaçant d'autres personnes avec un couteau», a indiqué un porte-parole de la police dans un communiqué.

L'homme a été arrêté à 19h14 après que les forces de police ont fait usage d'un taser. Selon un bilan provisoire, un homme souffre de blessures graves à la suite de coups de couteau au niveau du cou. Mais à ce stade, sa vie ne serait pas en danger selon la police. Deux autres personnes ont été légèrement blessées. Sur les réseaux sociaux, des vidéos impressionnantes circulaient ce samedi soir montrant une flaque de sang au sol et l'interpellation du suspect.

Selon des témoins interrogés par Sky News, le suspect aurait évoqué la Syrie, «ce qui a été confirmé par la police».

L'affaire a été transmise au commandement anti-terroriste de la police de Londres: «Nous traitons cela comme un incident terroriste. Je demande au public de rester calme mais en alerte et vigilant», a expliqué le command Richard Walton dans un communiqué, avant de rappeler que la menace terroriste restait élevée «ce qui signifie qu'une attaque terroriste est hautement probable».

20 minutes

Thaïlande Les touristes russes menacés par un réseau islamiste

■ La Thaïlande est elle aussi la cible des menaces de l'Etat islamique. Le pays, qui fête hier samedi les 88 ans de son monarque, serait dans le collimateur de l'organisation Etat islamique à cause de son importante population de touristes occidentaux. Le groupe viserait tout particulièrement les intérêts russes dans les quartiers ultra-touristiques.

Dix hommes seraient entrés sur le territoire thaïlandais dans le but d'y perpétrer des attentats contre l'importante communauté russe du pays. C'est ce qu'affirme un document interne de la police thaïlandaise qui cite des sources d'intelligence russe. Les hommes auraient fait route séparément vers Bangkok, Phuket et la cité balnéaire de Pattaya où les Russes représentent la majorité des touristes étrangers.

Le document cite certains quartiers piétons comme des cibles potentielles comme Khao San Road, le rendez-vous des routards du monde entier. Mais pour l'instant les touristes, Russes et non-Russes gardent leur calme et préfèrent prendre les choses avec philosophie comme nous l'explique une touriste française, Sylvie, originaire de l'Ardèche. «Ça peut faire réfléchir, mais ça ne changera pas nos plans de vacances, nous expliquent-elle. Il se passe des choses dans le monde entier et maintenant on n'est à l'abri nulle part ».

La fuite de ce document posté de façon anonyme sur les réseaux sociaux intervient alors que le gouvernement thaïlandais a entamé un bras-de-fer contre des cyber-activistes qui s'opposent à un contrôle accru d'Internet. Dans les quartiers cités comme cibles ce sont des dizaines de nationalités qui se croisent chaque jour.

R. I.

Salon Djurdjura du livre

Participation d'une trentaine de maisons d'édition

Vingt-sept maisons d'édition participent au salon Djurdjura du livre qui se déroulera du 5 au 9 du mois en cours dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris samedi des organisateurs.



La huitième édition de ce rendez-vous littéraire, organisée par la direction locale de la culture, et qui se déroulera au niveau de trois sites, à savoir la maison de la culture Mouloud Mammeri, au chef lieu de wilaya, l'annexe de cet établissement dans la localité d'Azazga et la bibliothèque de lecture publique de Tizi-Gheniff, est dédiée à l'œuvre littéraire en tamazight et en Braille.

Le livre en Tamazight est présent, notamment au stand du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), qui expose de nombreux ouvrages écrits dans cette langue nationale.

Quant au stand braille, l'édition "Voir par le savoir", d'Abderrahmane Amalou, est spécialisée dans les supports audio et les livres en braille (en Tamazight, Arabe et Français) pour non voyants.

La directrice de la culture, Mme Nabila Goumeziane, a rappelé dans une allocution remise à la presse, à l'ouverture de cette nouvelle édition que le salon Djurdjura du livre "vise à promouvoir le livre et l'œuvre littéraire algérienne sous toutes ses facettes".

Il vise aussi, a-t-elle ajouté, à renforcer l'action culturelle menée par le secteur en faveur de la lecture publique".

Cet effort se traduit, entre autre, par la réalisation de plu-

sieurs salles de lecture dont 10 sont en cours d'achèvement, la construction d'une bibliothèque principale de lecture publique au chef lieu de wilaya et qui est en cours d'achèvement, la réalisation des bibliothèques semi-urbaines de Tizi-Ouzou et de Tigzirt, l'équipement de 37 bibliothèques communales à travers le territoire de la wilaya, et auxquelles s'ajouteront 26 autres qui sont en cours d'équipement, a souligné Mme Goumeziane.

Par ailleurs, en 2015, un don global de 43 674 livres a été distribué sur un total de 321 structures à travers 24 communes de la wilaya. Ce don a été estimé à 185 679

livres durant le quinquennat 2010/2014, a noté la même responsable.

Cette 8ème édition du salon Djurdjura du livre est aussi l'occasion de rendre hommage à trois figures de la littérature algérienne, à savoir Belaid Ath Ali considéré comme le premier romancier d'expression Amazigh, Abderrahmane Amalou poète auteur-compositeur et Mohia, dramaturge.

Des conférences-débat, des témoignages, des ateliers d'écriture, des ventes dédiées et une journée d'étude sur "l'onomastique d'origine Amazigh en Algérie" sont au programme du salon.

R. N.

Festival de la musique Sanâa

Les troupes de Tizi Ouzou, Ténès et Sougueur entrent en compétition

Le 9e Festival national de la musique andalouse Sanâa, ouvert à Alger le 3 décembre dernier, a accueilli samedi soir les troupes en compétition de Tizi Ouzou, Ténès et Sougueur (Tiaret), dans une ambiance de délectation.

Les Ensembles "El Amraouia" de Tizi Ouzou, "Awtar" de Ténès et "El Amel" de Sougueur (Tiaret) ont enchanté le public algérois, de plus en plus nombreux dans la salle Ibn Zeïdoun de l'Office Riadh El Feth.

Trois noubets, exécutés dans leurs différents mouvements rythmique et mélodique, se sont succédés devant le jury. "H'çin" pour El Amraouia, "Ram!" pour El Amel et "Zidène" pour Awtar, dans un niveau de maîtrise assez homogène tant sur le plan technique que celui de l'interprétation.

Différents titres du patrimoine andalou ont été interprétés en chorale, alors que

chaque association a mis en valeur ses meilleurs instrumentistes et ses voix préférées dans des istikhbars et des chants en solo.

Khadidja Chouat de l'Association "El Amel" de Sougueur (Tiaret), par ailleurs enseignante de langue française, interprétant istikhbar zidène et darj Selli Houmoumek, a particulièrement émergé avec une voix suave et limpide.

Dotée d'une large tessiture et d'une bonne maîtrise technique, la soprane de Sougueur au charisme de cantatrice, a séduit, suscitant du répondant chez l'assistance qui lui a manifesté son admiration par des applaudissements répétés.

La présence de jeunes enfants parmi les instrumentistes des orchestres en compétition aura été l'autre fait marquant de cette deuxième journée de compétition, à l'instar de Yasmine Haddab (9 ans) de Tizi Ouzou à la mandoline, ainsi que Imad Haddad et Yousra Boumeziane (12

ans chacun) de Ténès, au violon et à la mandoline.

La commissaire du festival, Mme Karima Bouchtout a souligné l'importance d'encourager le "rajeunissement des troupes" pour assurer la "continuité et la pérennité du patrimoine andalou".

Les trois chefs d'orchestres, Amar Driss pour El Amraouia, Moulay Chouat pour El Amel et Amar Maalmi pour Awtar, ont rappelé que les travaux présentés sur scène sont le fruit d'un "amour indéfectible et partagé pour la musique andalouse" et de "sacrifices consentis pour sa transmission et sa sauvegarde".

Le 9e Festival national de la musique andalouse Sanâa se poursuit jusqu'au 8 décembre, avec au programme de la journée de dimanche les associations, "Diar El Andalous" de Blida, "Bibane El Andalous" de Bordj Bou Arreridj et "En-Naciria" de Béjaïa.

R. N.

Après des travaux d'embellissement

Le théâtre régional de Mostaganem opérationnel prochainement

Le théâtre régional "Djillali Benabdelhalim" de Mostaganem sera opérationnel dans les prochains jours, a-t-on appris samedi du cabinet du wali.

Les travaux de cette infrastructure culturelle qui ont coûté 720 millions

DA ont été achevés à 100 pour cent, en attendant les dernières retouches d'embellissement (espaces verts, ...) et d'aménagement intérieur et extérieur.

Implanté au niveau de la cité "400 logements" à proximité de la maison de la culture "Ould Abderrahmane Kaki" de Mostaganem, cet établissement dispose de plusieurs structures dont une salle de spectacle d'une capacité de 500 places, d'une autre de conférences d'un hall, d'un café-terrace, d'un atelier de décor et autres salles.

Pas moins de 210 postes entre permanents et temporaires ont été créés à la faveur de ces travaux, a-t-on indiqué.

Ce théâtre régional contribuera à l'émergence de nouveaux talents en 4ème art, à la formation et à la création d'emplois au profit des diplômés des instituts nationaux spécialisés en arts dramatiques.

La wilaya de Mostaganem, un pôle d'excellence, avait abrité l'un des plus vieux festivals du continent africain, à savoir le festival national du théâtre amateur créé en 1967 par Djilali Benabdelhalim, Belmokkadem Abdelkader, Bensaid El Mekki et des associations versées dans le 4ème art.

R. C.

Festival d'Annaba du film méditerranéen

Les disparus de la guerre du Liban sur le grand écran

Le long métrage libanais "Waynon", projeté samedi soir à Annaba en compétition dans le cadre du 1er Festival d'Annaba du film méditerranéen (FAFM), transpose à l'écran les souffrances des proches des disparus de la guerre civile du Liban (1975-1990).

Œuvre de sept réalisateurs libanais, le film basé sur un scénario de Georges Khabbaz, s'intéresse aux familles des disparus de la guerre civile du Liban qui espèrent un retour miraculeux de leurs proches.

La trame s'articule autour de sept séquences essentielles réalisées distinctement par des étudiants qui se sont établis, chacun, sur l'histoire douloureuse d'une parente de disparu.

Le scénario, axé essentiellement sur la douleur ressentie par les proches des disparus, évolue progressivement pour se détourner progressivement de sa lignée initiale et se noyer dans des aventures amoureuses qui lui ont donné un souffle plutôt romantique.

Le film impressionne par une mise en scène bourrée d'accessoires de décor luxueux et de grands plans sublimes. Toutefois, la réalisation s'est éloignée de son sujet initial- les disparus- en versant dans des histoires mélancoliques rythmées par des coups de musique de musique lacrymale.

A force de vouloir susciter de l'émotion, le film a basculé dans la romance, un genre cinématographique qui ne sied pas au traité. Le souffle émotionnel a fini par s'épuiser et donner lieu à des scènes jugées "osées" par certains spectateurs agacés qui ont dû quitter la salle.

Figée, la mise en scène ne suit pas le rythme des comédiens qui, malgré une prestation adroite, a entraîné cette fiction dans un mouvement statique dénué d'inspiration.

Dix-neuf films sont en lice pour décrocher le Prix "Anab d'or", haute distinction du FAFM qui se poursuivra jusqu'au 9 décembre au Théâtre régional Azzedine Medjoubi

G. H.

«La tristesse est un pays. Quand on est dans la tristesse, on ne peut être ni à la plage ni à la campagne.» Christine Orban



Page animée par Tinhinan

FEMMES

ILS ONT DIT :

«Adieu tristesse, bonjour tristesse. Tu n'es pas tout à fait la misère, car les lèvres les plus pauvres te dénoncent par un sourire.» Paul Eluard

ACTUS-FEMMES

LE PETIT FRÈRE DE NORTH EST NÉ

KIM KARDASHIAN, MAMAN POUR LA DEUXIÈME FOIS



Kim Kardashian a accouché de son deuxième enfant, un petit garçon au prénom encore secret.

Le moment tant attendu sur la sphère people est enfin arrivé. Kim Kardashian a donné naissance à son deuxième enfant, deux ans et demi après la venue de sa fille North. Sur son site KimKardashianWest.com, elle a partagé la nouvelle avec ses fans. " La maman et son fils vont bien ", peut-on lire. Une nouvelle arrivée dans la famille qu'elle forme avec le rappeur Kanye West et qui la comble de bonheur. Elle a également mis sur sa plateforme une photo d'elle et ce dernier en train de se tenir la main.

Tomber enceinte une seconde fois n'a pas été chose la plus facile pour la star de la télé-réalité. La jeune femme de 35 ans a dû subir plusieurs interventions médicales et de nombreux échecs. Aujourd'hui, ces épreuves sont derrière elle, et elle peut pleinement profiter de son petit garçon. Un beau cadeau de Noël avant l'heure pour clôturer une année qui n'a pas été de tout repos pour la famille, notamment avec le changement de sexe de Caitlyn Jenner.

Alors que le prénom du prince héritier de l'empire Kardashian-West reste encore inconnu, celui-ci est déjà au cœur de toutes les attentions à l'instar de sa jeune grande sœur parmi les enfants les plus médiatisés de la planète. Il arrive dans une grande famille, scrutée au quotidien, et rejoint les autres petits enfants de la matriarche Kris Jenner : Penelope, Mason et Reign Aston (enfants de Kourtney Kardashian et de Scott Disick). Quant à Kanye West, il s'est dit plus que jamais prêt à élever un petit garçon. Préparez-vous pour un mini-Yeezus.

BEAUTÉ

Les rituels beauté qui nous révèlent



BOIRE LA TASSE DE THÉ ÉCLAIRCIT LE TEINT !

Vous rêvez d'un teint frais et éclatant ? Faites du thé le petit rituel de la pause ! Riche en tanins et en vitamine C, le thé est en effet un puissant antioxydant naturel : il limite les effets des radicaux libres, véritables intrus responsables du vieillissement de la peau.

Mieux encore, buvez du thé vert, 10 fois plus concentré en actif que le thé noir. Un geste simple à renouveler régulièrement dans la journée

pour atteindre le fameux quota «1,5 l d'eau par jour», gage d'une peau souple et bien hydratée !

LE PETIT RAT, UN MODÈLE D'ÉLÉGANCE !

Révélez votre féminité en vous inspirant du petit rat... de l'opéra ! Pour adopter la posture danseuse (et éviter les maux de dos), pensez, toutes les 2 heures par exemple, à redresser les épaules, rentrer les fesses et étirer le cou. Les seins se redressent, vous vous tenez

droite et gagnez en confiance, vous êtes naturellement plus gracieuse.

FAIRE LA PEAU AUX RIDES, ÇA DÉTEND !

En appliquant votre crème de jour ou quand vous vous sentez crispée, posez vos doigts sur la partie supérieure des sourcils, puis pressez avec les doigts vers le bas tout en levant les sourcils. Restez ainsi pendant une dizaine de secondes puis recommencez. Faites aussi la peau au double menton en tirant votre langue 20 secondes le plus possible vers l'avant tout en gardant la bouche grande ouverte. Un excellent rite contre les rides.

LE RIRE FAIT PÉTILLER LE REGARD ET LA SANTÉ

Votre prochaine cure de beauté ? Un bon fou rire ! Réflexe qui augmente la circulation sanguine, irrigue la peau, et lui donne un joli teint rosé. En plus, avec 400 millions d'alvéoles pulmonaires dilatées par séance de rigolade, c'est comme si vous suiviez un cours de gym, les courbatures en moins ! Et l'endorphine, hormone anti-blaues et anti-douleur libérée par votre cerveau au moment du rire, vous garantit une sensation de bien-être et de bonnes minutes d'euphorie.

SOINS

Les bienfaits du gommage

Le gommage permet d'éliminer les vieilles cellules afin de nettoyer la peau et lui donner un aspect satiné...

POURQUOI VOTRE PEAU A-T-ELLE BESOIN DE GOMMAGE ?

Le gommage est considéré de nos jours comme un soin particulier de la peau. Il apporte à la peau de multiples bienfaits puisqu'il sert à la nettoyer de toutes ses vieilles cellules qui s'accumulent à sa surface. En effet, les cellules de la peau naissent en profondeur (hypoderme) puis migrent petit à petit vers la surface (la cornée) où elles meurent. Au fil des années, les cellules mortes s'accumulent et finissent par fermer les pores de l'épiderme tout en les asphyxiant et perturbant en plus ses mécanismes physiologiques.

QUEL EST LE RÔLE DU GOMMAGE ?

Le gommage permet de faire face à la pollution, les poussières, les cellules mortes, les excès de sébum... les impuretés auxquelles notre peau est confrontée au quotidien doivent être nettoyées.

En effet, le gommage permet d'éliminer les vieilles cellules afin de nettoyer la peau et lui donner un aspect satiné. Il stimule aussi la circulation sanguine à la surface de la



peau et facilite la pénétration et augmente l'efficacité des produits de soin du visage et du corps.

QUEL GOMMAGE POUR QUEL TYPE DE PEAU ?

Ceci dépend de votre peau :

Peaux normales : tous les soins gommant conviennent du moment qu'ils ne vous arrachent pas la peau !

Peaux sensibles : il est recommandé d'être prudent avec ce genre de peau. Choisissez des gommages doux qui n'abiment pas votre peau, par exemple les gels douches exfoliants peuvent être utilisés plus souvent. Utilisez des produits hypoallergéniques, les produits à base d'argile sont bien tolérés. Le mieux est de demander

des conseils et une prescription à un dermatologue.

Peaux grasses : ce genre de peaux a particulièrement besoin d'être gommée, supporte bien les textures très condensées en grains ou en particules synthétiques. Elles leur assurent un nettoyage en profondeur.

QUELLE EST LA BONNE TECHNIQUE ?

Sur le visage, il faut procéder du bout des doigts, par petits mouvements circulaires en évitant le contour des yeux. Il est préférable d'insister sur les parties médianes : nez, front et menton. Pour le corps, on peut frotter plus vigoureusement avec la main plutôt qu'avec un gant en éponge qui «absorberait» les petits grains gommant dans ses fibres.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

CAN 2015 U23

Les Verts proches des JO



L'équipe nationale de football des moins de 23 ans est tout proche de la qualification aux Jeux Olympiques de Rio qui est leur principal objectif, après avoir arraché son ticket pour les demi-finales de ce tournoi africain qui se déroule au Sénégal en arrachant le nul

face aux Green Eagles du Nigeria. Avec cinq points dans son compteur, l'Algérie se qualifie à la première place, ce qui lui permet d'éviter le leader de l'autre groupe et qui n'est autre que le pays organisateur, le Sénégal. Les Verts ont réussi, donc, une belle opération en se qualifiant déjà au dernier carré qui était le

premier objectif de la sélection nationale. Lors de ce match qui s'est déroulé à Mbour, les poulains de Shürmman ont su comment gérer ce match, d'autant plus qu'il s'agissait d'abord de ne pas encaisser même s'ils savaient qu'il leur était difficile de transpercer la défense nigérienne qui était bien organisée. Il faut savoir que le résultat de l'autre match qui a opposé le Mali et l'Égypte a bien arrangé les choses étant donné que la défaite des Pharaons a permis aux Algériens de se qualifier à la première place et lui a évité d'entrer dans les calculs. Les Verts devront donner la réplique à l'Afrique du Sud en demi-finale mercredi 8 décembre 2015. Les coéquipiers de Darfalou ont de grandes chances de passer en finale s'ils savent comment gérer ce match surtout que les Bafana Bafana devraient être à la portée de nos capés qui devraient se donner à fond pour arriver à l'objectif principal qu'ils s'étaient fixés, à savoir de se qualifier pour les JO de Rio et qui passe par une victoire sur l'Afrique du Sud. Shürmman sait maintenant ce qui l'attend et devra bien préparer ce rendez-vous en décortiquant le jeu de l'adversaire et en mettant en place une tactique à même de faire le plein et arracher la qualification en finale.

Imad M.

IR Tanger

Benchikha table sur le championnat

L'entraîneur algérien de l'IR Tanger, Abdelhak Benchikha, ambitionne d'atteindre la barre des 60 points en championnat de première division marocaine de football. «Nous tablons sur des victoires à domicile et des nuls à l'extérieur, ce qui devrait nous permettre d'enregistrer 60 points à la fin de la saison et du coup terminer en tête du classement, du moment que le champion de l'exercice précédent avait eu 59 points», a indiqué Benchikha, cité samedi par la presse locale. L'IR Tanger, promu cette

saison parmi l'élite, pointe à la 3e place au classement de «Botola Pro» avec 18 points, à deux unités du leader le WA Casablanca. Vendredi en ouverture de la 10e journée, l'IR Tanger est allé battre Hassania Agadir (3-1). «Nous disposons de joueurs de talent capables de relever le défi et un conseil d'administration professionnel et compétent qui encourage sans cesse les joueurs. Je prédis une saison réussie sur tous les plans», a-t-il ajouté. Benchikha avait rejoint la formation de Tanger en juillet

passé pour sa troisième expérience dans le championnat marocain, après le Raja Casablanca et Difaâ El Jadida. L'ancien sélectionneur de l'Algérie (septembre 2010-juin 2011) avait d'ailleurs remporté la Coupe du Maroc avec Difaâ El Jadida en 2013. Outre Benchikha, un autre entraîneur algérien exerce cette saison dans le championnat marocain, en l'occurrence Azeddine Aït Djoudi, aux commandes du MC Oujda, qui occupe la 4e place au classement avec 14 points.

MC Oran

L'entraîneur Bouali commence ce lundi

L'entraîneur Fouad Bouali, qui a conclu un contrat d'une année et demie avec la direction du MC Oran, entame aujourd'hui, lundi, son travail à la barre technique du club de Ligue 1 algérienne de football, apprend-on samedi auprès de la direction de la formation phare de la capitale de l'Ouest algérien. Bouali succédera au Français Jean-Michel Cavalli, dont le contrat a été résilié mercredi dernier pour «insuffisance de résultats». Le nouvel entraîneur du MCO est resté sans club depuis la fin de son aventure avec la formation saoudienne de Najrane au milieu de l'exercice passé. Son dernier club en Algérie est le MC Alger avec lequel il avait

remporté la Coupe nationale en 2014. Bouali sera assisté d'un staff technique de son choix, dont un adjoint étranger, précise-t-on de même source. Le MCO, qui disputera la Coupe de la Confédération africaine (CAF) cette saison, est 11e au classement avec 15 points après 13 journées. Il compte seulement 3 victoires contre 6 nuls et 4 défaites. L'arrière-garde est le maillon faible de l'équipe avec 21 buts encaissés, soit la deuxième plus mauvaise défense du championnat après le RC Arbaâ (23 buts). Douze (12) clubs de la Ligue 1 ont changé d'entraîneurs depuis le début de l'exercice 2015-2016.

Leicester City

Mahrez buteur prolifique

L'international algérien de Leicester City Riyad Mahrez a réussi un retentissant triplé historique contre Swansea (3-0) qui permet à son équipe de reprendre la tête de la Premier League, samedi lors de la 15e journée. Le joueur algérien, auteur d'un début de saison exceptionnel avec les Foxes a brillé de mille feux lors de cette rencontre en déplacement. Mahrez a inscrit ses trois buts à la (8, 22' et 68'). Il est désormais le premier joueur algérien à réussir une telle performance en Premier League.

Mahrez, qui a cédé sa place à la toute dernière minute de la partie a reçu une «standing ovation» de la part du public de Swansea. Avec ce «Hat Trick», l'ancien joueur du Havre porte à 10 son capital-but à trois longueurs de son coéquipier et goleador du championnat Vardy qui n'a pas amélioré son record de 11 matchs consécutifs avec au moins un but marqué. Outre ses 10 buts dont deux doublés, Mahrez est également bien placé au classement des passeurs avec 6 passes décisives depuis le début de la saison. A la faveur de cette victoire, Leicester City reprend la première place du championnat cédée la semaine dernière à Manchester City. L'équipe dirigée par l'Italien Claudio Ranieri compte deux longueurs d'avance sur le second Arsenal, vainqueur de Sunderland 3-1.

Championnat arabe des clubs de Handball

Le CRBB Arréridj éliminé

Le club algérien le CR Bordj Bou Arréridj a été éliminé du championnat arabe des clubs champions de handball qui se déroule à Sousse (Tunisie) après sa défaite, samedi, devant son homologue saoudien d'Assafa (27-28), mi-temps (16-14), en match comptant pour la 3e journée du groupe B. La formation algérienne concède ainsi sa 2e défaite après celle enregistrée devant l'ES Sahel (Tunisie) (21-35), contre une seule victoire acquise face à la formation libyenne d'Ittihad (27-23). Dans l'autre match du groupe, l'ES Sahel a obtenu une difficile victoire devant l'Ittihad de Libye (29-28). A l'issue du 1er tour, l'ES Sahel (6 pts) termine en tête du groupe B, devant Assafa (3 pts), le CRBB Arréridj (2 pts) et l'Ittihad de Libye (1pt). Le 1er tour du groupe A, prendra fin dimanche avec le déroulement de la 3e journée, CRB Baraki (Algérie) - Makarem Mahdia (Tunisie) d'une part et Ahly (Arabie saoudite) - Azzoun (Palestine) d'autre part. Le club algérien le CRB Baraki est d'ores et déjà qualifié pour le dernier carré.

Athlétisme

Près de 850 coureurs au «Cross de la Révolution»

Près de 850 coureurs (filles et garçons) de 35 wilayas ont pris part au départ de la 9ème édition du Challenge national de cross-country «Cross de la révolution», abritée par la forêt Sin Elba de Djelfa. La course, organisée à l'initiative de la Ligue d'athlétisme de la wilaya, en coordination avec la Fédération nationale d'athlétisme, s'est déroulée dans de très bonnes conditions organisationnelles, caractérisées par un temps avantageux. Outre la distinction des meilleurs coureurs (dans toutes les catégories participantes), cette neuvième édition du genre sera marquée, à sa clôture, par la tenue d'une cérémonie en l'honneur du champion olympique Taoufik Makhloufi, a indiqué le président de la ligue de wilaya d'athlétisme, M. Adli. Pour sa part, le vice-président de la Fédération algérienne d'athlétisme, Abdelhakim Dib, s'est félicité du niveau d'organisation de cette compétition, et du grand nombre de participants relevant de 74 clubs de différentes wilayas, a-t-il observé.

Championnat d'Algérie féminin de Handball

Une division "Excellence" à dix équipes instaurée

Les membres de l'Assemblée générale extraordinaire (AGEx) de la Fédération algérienne de handball (FAHB) ont approuvé samedi à Alger la formule d'un championnat d'Algérie de handball (dames) «Excellence» à dix équipes. Organisés au Centre de préparation des équipes nationales à Soudania, sous la conduite du président de la FAHB, Said Bouamra, les travaux de l'AGEx ont vu la présence de 80 membres de droit sur les 113 composant l'assemblée générale. La nouvelle formule de compétition, votée à bulletin secret par 45 membres de l'AGEx, prévoit la création

d'un championnat «Excellence» à dix équipes et un palier intermédiaire à huit clubs. Trois équipes descendront du palier supérieur et trois autres accéderont en élite à l'issue de la saison. La proposition de fiche technique relative au championnat dames de handball 2015-2016, prévoyant une compétition à deux groupes de 8 équipes chacun, a été par contre rejetée par les membres de l'AGEx. Cette dernière proposition a fait l'objet d'une réunion du collège technique le 18 octobre dernier au cours de laquelle une proposition de fiche technique relative à la Division nationale 1

dames avait été adoptée puis présentée au bureau fédéral de la FAHB. «La décision d'adopter une nouvelle formule du championnat avait été prise lors de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) d'avril dernier. Nous comptons sur le sens de responsabilité des membres composant l'assemblée générale pour trouver une solution favorable à ce problème pour l'intérêt général du handball féminin», a indiqué Said Bouamra au cours des travaux. De son côté, le président de la JS Awzallaguen, Hassaoui Driss, a fait part de son «mécontentement» à l'issue des travaux

de l'AGEx. «Les membres de l'AGEx sont unanimes à dire que nous étions bel et bien lésés par une décision du collège technique qui a décidé de faire rétrograder trois équipes au lieu de deux. C'est une décision arbitraire qui a fait l'objet d'un recours auprès du TAS (Tribunal arbitral du sport, ndlr) de Lausanne qui nous a déboutés d'une manière injuste», a-t-il estimé. Pour le président de la JS Awzallaguen, club pourvoyeur de jeunes talents au profit des grandes équipes du championnat féminin, «cette AGEx n'a fait que compliquer les affaires de notre club.»



Alger
Ensoleillé
Min 6 °C
Max 14 °C



Oran
Ensoleillé
Min 7 °C
Max 15 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 5 °C
Max 12 °C

Etiquetage des produits des territoires du Sahara occidental occupé

L'UE appelée à plus de "cohérence"

Le ministre sahraoui délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati, a appelé dimanche l'Union européenne (UE) à "faire preuve de cohérence" et à demander à ses 28 Etats membres de mettre en œuvre l'étiquetage des produits agricoles et industriels, dits frauduleusement "marocains", provenant du Sahara occidental occupé et vendus sur le marché européen.

"L'UE, qui soutient les efforts de l'ONU pour parvenir à une solution juste et durable du conflit au Sahara occidental occupé, prévoyant l'autodétermination du peuple sahraoui, doit faire preuve de cohérence", a déclaré M. Sidati à l'APS. Au regard du droit international, a soutenu le diplomate sahraoui, "l'exploitation des richesses naturelles appartient au seul dépositaire de la souveraineté, c'est à dire le peuple du Sahara occidental (en lutte pour son droit à l'autodétermination)". L'ONU considère toujours le Sahara Occidental comme un territoire non autonome, où le processus de décolonisation n'est pas achevé, ce qui signifie, a argumenté le représentant de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) auprès des institutions européennes, que "la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental ne peut pas être reconnue." Le droit international "souligne clairement la nécessité qu'il y ait consultation et accord du peuple sahraoui pour toute activité concernant les ressources naturelles, et il faut aussi, et c'est indissociable, que ce soit au bénéfice des Sahraouis", a-t-il expliqué. "Or, le pillage, par les compagnies étrangères et au bénéfice du Maroc, des richesses naturelles, se poursuit sans que les Sahraouis ne soient jamais consultés. Aujourd'hui, les produits des territoires sahraouis occupés, sont étiquetés comme fabriqués au Maroc", a-t-il regretté. Le ministre sahraoui a estimé, à ce titre, que l'UE doit demander une traçabilité des produits et même "exiger" que les produits en provenance du Sahara occidental soient identifiés et reconnus. "Au cas où ces produits sont identifiés en tant que produits fabriqués dans les territoires occupés, l'UE doit cesser de les importer car c'est contraire au droit international", a-t-il indiqué. M. Sidati considère la décision prise le 11 novembre dernier par la Commission européenne, qui avait invité les Etats membres de l'Union à procéder à l'étiquetage des produits fabriqués dans les colonies israéliennes sur les territoires palestiniens, "un précédent" que l'UE "doit méditer". L'eurodéputé, José Bové, a affirmé, pour sa part, que la Commission européenne "doit être cohérente", estimant que "des mesures similaires doivent être prises et appliquées aux fruits et légumes produits au Sahara occidental occupé". Selon l'Organisation des Nations Unies, a-t-il poursuivi, le Sahara Occidental est un territoire colonisé par le Royaume du Maroc. "Une tomate sortie des serres de Dakhla devrait donc être étiquetée "Tomate du Sahara occidental (colonisé par le Maroc)", a-t-il insisté.

Interpellée sur la question de l'étiquetage par un eurodéputé, la Chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, a indiqué que "bien que ni l'accord d'association ni l'accord agricole conclu avec le Maroc en 2012 ne prévoient des règles spécifiques concernant les exigences relatives à l'étiquetage des produits, la Commission européenne a mis en place un mécanisme de monitoring". Ce mécanisme vise à "surveiller la mise en œuvre de l'accord d'association UE-Maroc dans ses volets relatifs à la pêche et à l'agriculture, et ce dans le cadre du sous-comité agriculture et pêche, institué par l'accord", s'est-elle contentée de répondre.

R. I.



Les travailleurs en colère

La réunion avec le PDG de la SNVI annulée



Nouvelle poussée de tension hier dans les ateliers de la SNVI, dans la zone industrielle de Rouiba. Et pour cause, l'assemblée générale des travailleurs qui devait se tenir le matin, sous la présidence du PDG a été annulée, à la grande surprise des travailleurs qui comptaient beaucoup sur cette rencontre pour comprendre ce qui est en train de se tramer quant à l'avenir de cette entreprise qui est dans une impasse. Officiellement, rapporte le journal électronique Algérie 1, la réunion est annulée en raison de la convocation du directeur général de l'entreprise par le ministre de l'Industrie, en voyage aux

Etats Unis, dans le cadre d'une délégation conduite par le patron du FCE. Mais pour les travailleurs, cette convocation du DG n'est qu'un alibi pour empêcher la tenue de la réunion, jugée "dangereuse", dans la mesure où le directeur n'a pas de réponse à donner aux travailleurs sur l'avenir de la SNVI, qui vraisemblablement n'échappera pas à la privation ou en tous cas à l'ouverture de son capital, dans la mesure où l'Etat n'a plus les moyens de financer ses déficits récurrents. Des milliards et des milliards de dinars qui ont été consentis par l'Etat pour restructurer financièrement cette entreprise n'ont donné aucun résultat. C'est que

cette entreprise n'a pas réussi à faire sa transition en intégrant dans son business plan et dans son mode de management les critères universels de la compétitivité, de la concurrence. Elle continue à être gérée comme au temps du monopole, alors que le pays est ouvert à l'importation des véhicules de l'étranger. Pour revenir à la réunion, nous a expliqué un syndicaliste de l'Union locale de Rouïba, son annulation a failli pousser les travailleurs à sortir encore dans la rue. Il aura fallu un travail de sensibilisation des collaborateurs du DG et des syndicats pour qu'ils acceptent de regagner leurs ateliers, à la condition que la réunion se tienne le plutôt possible.

Quintuple homicides dans une famille en France

Le père reconnaît les faits

L'homme de 33 ans, interpellé samedi soir à Lyon après la découverte au domicile familial des corps de sa femme et de leurs quatre enfants, "a reconnu" les avoir tués et devrait être présenté au parquet lundi pour "homicides" après prolongation de sa garde à vue, a indiqué à l'AFP une source judiciaire. (...) Il reconnaît avoir commis les faits. Son état est compatible avec la garde à vue. Il y aura nécessairement dans ce genre de dossier des examens de type psychiatrique qui seront faits (...) mais le principe de la responsabilité pénale est reconnue" pour l'instant, a-t-elle ajouté, précisant qu'une information

judiciaire pour "homicides" allait être ouverte lundi. L'alerte avait été donnée samedi peu avant 20H45 par la soeur de la mère, venue rendre visite à cette dernière.

Trouvé totalement "prostré" par les pompiers dans le salon de l'appartement familial, situé dans le 8e arrondissement, le père de famille aurait "des antécédents psychiatriques", selon la préfecture. Appelée en renfort par les pompiers, la police a procédé immédiatement à son interpellation et l'a placé en garde à vue. Découvertes dissimulées sous une couverture dans une pièce mitoyenne, ses cinq victimes, sa femme et leurs quatre

ACTU...

Triple attentat suicide au Tchad L'Algérie condamne "vigouusement"

L'Algérie a condamné "vigouusement" le triple attentat suicide ayant ciblé samedi le marché de Loulou Fou, dans une île du Lac Tchad, a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif. "Nous condamnons vigouusement le triple attentat suicide ayant ciblé, ce jour (samedi), le marché de Loulou Fou, dans une île du Lac Tchad", a dit M. Benali Cherif, dans une déclaration à l'APS.

"Nous présentons nos sincères condoléances aux familles des victimes de ce crime odieux. Nous exprimons notre solidarité avec le peuple tchadien frère et réaffirmant notre soutien au gouvernement du Tchad dans sa lutte contre le terrorisme", a-t-il ajouté. "Nous saluons en même temps les efforts consentis par les pays de la sous-région notamment dans le cadre de leur stratégie commune visant à éliminer la menace terroriste qui pèse sur leur région comme sur l'ensemble de notre continent africain", conclut le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. L'attentat suicide perpétré samedi dans le marché de Loulou Fou, une île du lac Tchad, a causé la mort d'au moins 27 personnes et des blessures à 80 autres, selon un bilan rapporté par des agences de presse. H. Y.

Avec 14 buts en premier League anglaise

Mahrez bat le record de Benarbia

Le milieu international algérien de Leicester City Ryad Mahrez, auteur samedi d'un triplé historique contre Swansea (3-0) dans le cadre de la 15e journée du championnat anglais de football, a battu le record de buts inscrits par un Algérien en Premier League, que détenait Ali Benarbia avec 11 réalisations. Mahrez a inscrit ses trois buts à la 8', 22' et 68' pour atteindre les 14 réalisations en Angleterre depuis janvier 2014. Il est désormais le premier joueur algérien à réussir une telle performance en Premier League. Sous le maillot de Manchester City (2001-2003), Benarbia (47 ans) avait marqué 11 buts durant ses 78 apparitions avec les "Citizens". Transféré du Havre AC (Ligue 2/France) en janvier 2014, Mahrez (24 ans) a inscrit quatre buts lors de sa première saison avec Leicester.

Outre ses 10 buts cette saison dont deux doublés, Mahrez est également bien placé au classement des passeurs avec 6 passes décisives. A la faveur de cette victoire, Leicester City reprend la première place du championnat cédée la semaine dernière à Manchester City. L'équipe dirigée par l'Italien Claudio Ranieri compte deux longueurs d'avance sur le second Arsenal, vainqueur de Sunderland (3-1).

G. I.